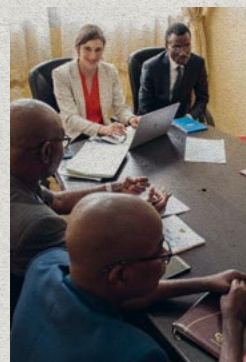


Des projets,
des solutions,
des impacts

Bilan & perspectives 2019-2020



Expertise France, c'est...

Un métier :
la coopération
technique
internationale

1-Recueillir
les besoins
de nos
partenaires

2-Concevoir
des projets sur mesure

3-Assembler
l'expertise pertinente

4-Renforcer
durablement
la qualité
des politiques
publiques

**5 - Évaluer
et capitaliser**
sur l'impact
des projets



Gouvernance
démocratique,
économique et
financière



Paix,
stabilité et
sécurité

Une expertise
plurisectorielle

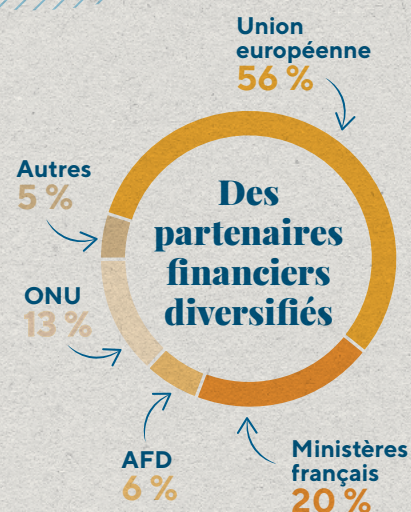


Climat,
biodiversité et
développement
durable



Santé et
développement
humain

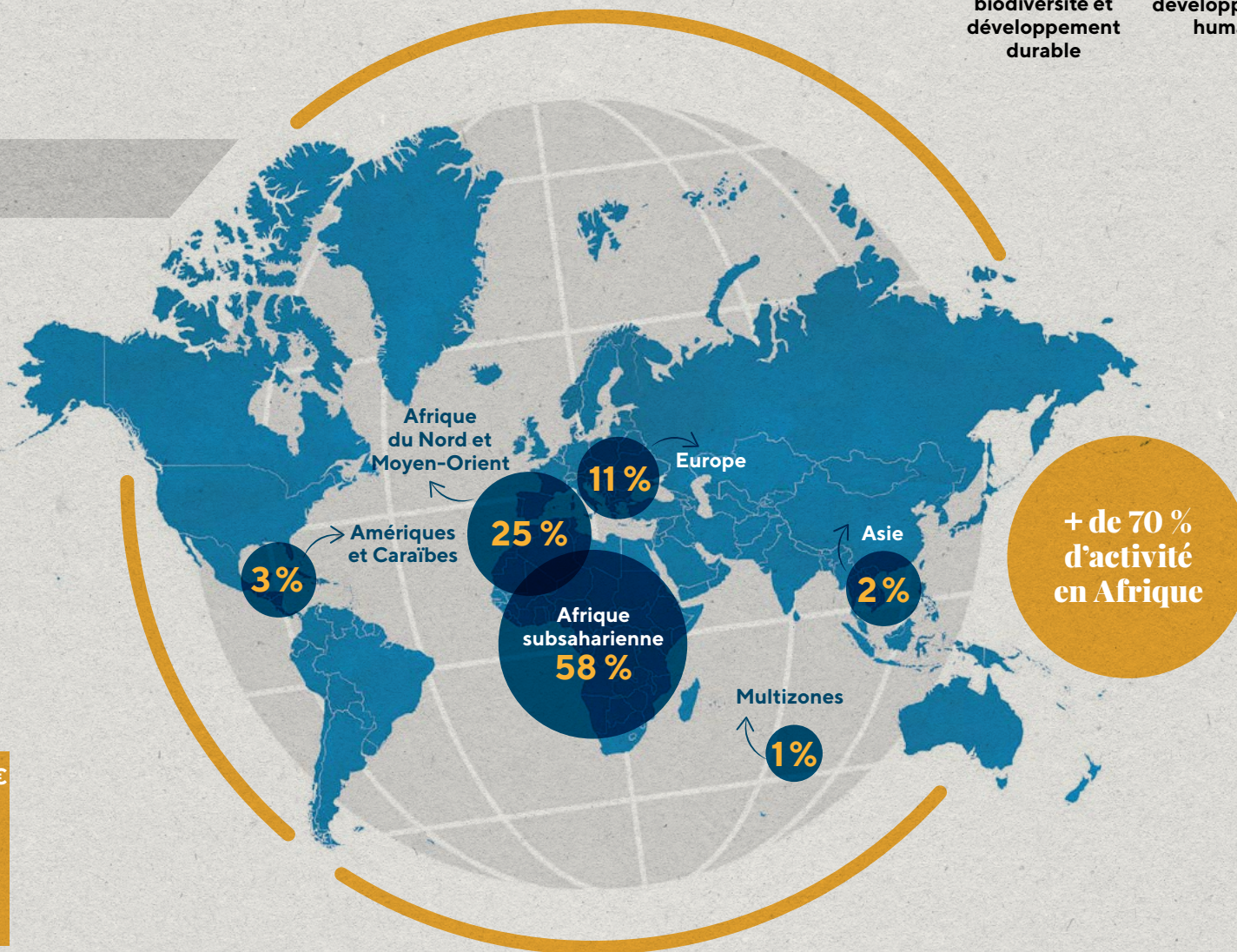
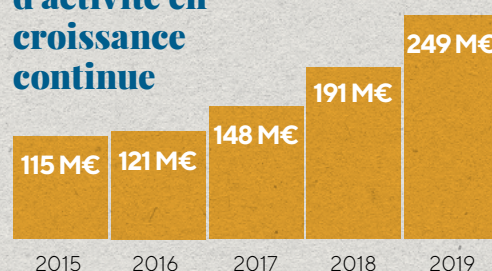
Données
2019



+ de
400
salariés au siège

+ de
600
intervenants
sur le terrain

Un volume
d'activité en
croissance
continue



+ de 70 %
d'activité
en Afrique

500
projets
en cours de mise
en œuvre dans
100 pays



Agence publique,
Expertise France est
un acteur clé de la
coopération technique
internationale. Elle
conçoit et met en
œuvre des projets qui
renforcent durablement
les politiques publiques
dans les pays en
développement
et émergents.
Gouvernance, sécurité,
climat, santé, éducation...
Elle intervient sur des
domaines clés du
développement durable
et contribue aux côtés
de ses partenaires
à la concrétisation
de l'Agenda 2030.

00
projets
de mise
en œuvre dans
les pays

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	P. 2	NOTRE MÉTHODE	P. 22
« L'action d'Expertise France est au cœur des défis de demain », par Jean-Yves Le Drian	P. 2	Une approche plurisectorielle	P. 23
« Un rôle d'autant plus décisif face à la crise », par Bruno Le Maire	P. 3	Des solutions sur mesure	P. 24
« L'agence a été à la hauteur des attentes placées en elle », avec Laurence Tubiana et Jérémic Pellet	P. 4	L'agilité : un principe indispensable à l'action	P. 26
Quelques faits marquants 2019-2020	P. 6	Le pari du dialogue entre pairs	P. 28
		Une démarche partenariale	P. 30
		« Le projet au cœur de toutes les activités », avec Bénédict Outhenin Chalandre	P. 32
NOTRE AGENCE	P. 8	NOTRE ACTIVITÉ	P. 34
Construire un monde durable et solidaire	P. 9	Renforcer la gouvernance des États	P. 36
Une gamme d'outils pour le développement	P. 10	Stimuler les coopérations internationales	P. 40
« Une coopération ancrée dans le réel et tournée vers l'avenir », par Olivier Poivre d'Arvor	P. 12	Un accès pour tous aux soins de santé	P. 44
« Des résultats concrets en faveur de la sécurité et de la stabilité », par Wolfram Vetter	P. 13	Développement durable : entre local et global	P. 50
		Accompagner le relèvement des zones fragiles	P. 54
		Intervenir au plus proche des populations	P. 58
FOCUS			
LES ACTEURS PUBLICS AU CŒUR DE LA COOPÉRATION	P. 14	« Fédérer les compétences françaises », avec François Pacquement	P. 18
Des expertises clés pour le développement	P. 14	« Une nouvelle dynamique avec l'État », avec Martin Fortes Delacroix	P. 20
Avec les ministères français	P. 16	« Prêts à innover ensemble », par Rémy Rioux	P. 21

TRIBUNE

“
L'action d'Expertise
France est
au cœur des défis
de demain”

Par **Jean-Yves Le Drian**,
ministre de l'Europe et
des Affaires étrangères

Dans un contexte où les règles du jeu multilatéral sont contestées et où les logiques de puissances s'expriment de plus en plus fortement, la France se doit de redoubler d'efforts pour contribuer à la paix et à la sécurité internationale, et pour s'attaquer aux causes profondes des déséquilibres contemporains – en premier lieu l'extrême pauvreté, les inégalités mondiales et la détérioration des biens publics mondiaux. Cette ambition renouvelée impose non seulement des moyens accrus, mais aussi une rénovation de nos méthodes pour plus d'impact, d'efficacité et de redevabilité. Nous devons renforcer le pilotage stratégique de nos actions et, surtout, travailler dans une logique résolument partenariale.

Pour ce faire, je sais pouvoir compter sur Expertise France, qui s'est non seulement



imposée au fil des ans comme l'agence publique de référence de la coopération technique française, mais qui est également pionnière dans les méthodes de travail partenariales, tant sur le terrain auprès de nos partenaires qu'au sein de l'Équipe France et de l'Équipe Europe. Avec la création d'Expertise France en 2015, sa montée en puissance rapide et son ancrage au groupe Agence française de développement (AFD), la France dispose désormais d'un outil moderne, permettant de combiner coopération technique et financière pour aligner l'ensemble des politiques publiques sur les objectifs de développement durable.

L'action de l'agence est au cœur des défis de demain. Je tiens à saluer tous ses agents, qui contribuent à l'action extérieure de l'État et qui peuvent compter sur le plein soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. **J.-Y. L. D.**

TRIBUNE

“
Un rôle d'autant
plus décisif
face à la crise”

Par **Bruno Le Maire**,
ministre de l'Économie, des
Finances et de la Relance



En cinq ans, Expertise France s'est imposée comme un acteur de référence dans le domaine de la coopération technique internationale. L'agence est désormais un interlocuteur privilégié en matière de politique de développement pour une centaine de pays partenaires, en particulier sur le continent africain. Elle met à leur disposition les compétences des experts publics français dans le champ du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, et participe ainsi au développement soutenable et durable des économies en voie de développement. C'est une chance pour la France de disposer de ces agents de talent au service de notre politique d'aide publique au développement.

La tempête économique, déclenchée par un virus il y a quelques mois, n'épargne aucun pays, aucun continent. Cette tempête frappe les pays en voie de développement. Elle renforce la pertinence de l'accompagnement que propose Expertise France, qu'il s'agisse de l'amélioration du climat des affaires, de la facilitation des échanges commerciaux, de l'accélération de la transition écologique ou de la lutte contre les flux financiers illicites. En Afrique subsaharienne en particulier, où la crise a fortement affecté les revenus disponibles, elle rend d'autant plus urgente la mobilisation des ressources intérieures publiques, qu'Expertise France sait appuyer. Les conséquences de la crise donnent donc une importance nouvelle aux missions d'Expertise France et rendent son rôle d'autant plus décisif.

Je sais que ses agents mobiliseront leurs savoir-faire pour trouver des solutions innovantes et durables et apporter un appui technique à ces pays. En cinq ans, les équipes d'Expertise France ont prouvé qu'elles étaient à la hauteur de ces défis, et je sais qu'elles poursuivront dans leur engagement, désormais intégrées au sein du groupe AFD, pour accompagner au mieux les pays en voie de développement. **B. L. M.**

INTERVIEW

L'agence a été à la hauteur des attentes placées en elle

Avec **Laurence Tubiana**, présidente du conseil d'administration d'Expertise France, et **Jérémie Pellet**, directeur général d'Expertise France

Le 1^{er} janvier 2015, six opérateurs reconnus* mutualisaient leurs compétences et leurs savoir-faire pour créer Expertise France. Cinq ans plus tard, l'agence occupe une place centrale dans la coopération technique française et européenne. Regards croisés de Laurence Tubiana et de Jérémie Pellet sur le passé, le présent et l'avenir de l'agence.

Quel bilan tirez-vous de ces premières années ?

J. P. En cinq ans, Expertise France a déjà vécu plusieurs vies ! J'en tire un bilan très positif : nous sommes devenus une agence de taille européenne,

reconnue au niveau international, qui jouit d'une grande confiance auprès de ses bailleurs. Expertise France a su renforcer sa structuration interne. Elle s'est montrée à la hauteur des attentes placées en elle dans la conduite de projets de développement dans les géographies et thématiques prioritaires de la politique extérieure de la France, tout en assurant sa mission d'influence. C'est ce que l'État attendait de nous.

Nous sommes aujourd'hui l'opérateur interministériel de l'État, position qui sera renforcée avec l'arrivée des équipes de Justice coopération internationale (JCI) et notre intégration au groupe Agence française de développement (AFD).

Quelles perspectives pour la coopération technique française ?

L. T. La coopération technique est au cœur de la réponse que la France apporte aux défis

actuels : santé, sécurité, climat, gouvernance, éducation... C'est à la fois un levier pour orienter les politiques publiques vers les objectifs de développement durable (ODD), pour nouer des liens entre les pays du Nord et du Sud dans une logique de cofertilisation, et pour faire dialoguer les générations.

Avec l'ancrage d'Expertise France à l'AFD, la France disposera d'un outil totalement repensé. Celui-ci permettra de combiner la coopération technique et le financier pour aligner l'ensemble des politiques publiques sur les ODD, tout en complétant la coopération traditionnelle d'État à État d'une dimension partenariale élargie aux acteurs privés, à la société civile, au monde universitaire et de la recherche, aux diasporas et à la jeunesse.

Quel sera l'intérêt de l'intégration au groupe AFD ?

L. T. Afin de renforcer l'impact de la politique française d'aide publique au développement, le gouvernement a décidé en 2018 de rationaliser le paysage des acteurs de la coopération et de procéder à l'intégration d'Expertise France au sein du groupe AFD. Ce dernier rassemblera l'ensemble des compétences et instruments

utiles à la politique de développement bilatérale, pour renforcer l'efficacité, la lisibilité et les impacts de notre dispositif de coopération.

Quels atouts pourra faire valoir Expertise France au sein du groupe ?

J. P. À titre d'exemple, aujourd'hui, les crises se multiplient et leurs différents aspects – sanitaires, sécuritaires, sociaux, migratoires – ont un effet cumulatif pour les populations les plus fragiles, qui sont notre priorité à l'AFD comme à Expertise France. La réponse ne peut être que multifactorielle : elle passe par une combinaison d'actions rapides, directes, mises en œuvre, entre autres, par des agences d'expertise, sans négliger le soutien aux acteurs nationaux qui ont vocation, à terme, à assurer le relèvement de leur territoire. Grâce à l'intégration d'Expertise France, le groupe AFD pourra travailler de manière plus systématique à la conception et au financement de projets « à double détente », associant une capacité de maîtrise d'ouvrage directe en mobilisant l'expertise française à une stratégie de moyen et long terme de formation et d'accompagnement des autorités locales.

La crise du coronavirus a bouleversé le monde entier. Quelles leçons en tirez-vous pour la coopération technique ?

L. T. Cette crise a mis en lumière l'absolue nécessité de disposer d'un réseau d'experts auprès des gouvernements partenaires et d'une capacité d'action directe sur le terrain. Elle a aussi révélé l'importance de la coopération technique bilatérale, parfaitement complémentaire de l'action des agences multilatérales et des financements des bailleurs.

J. P. Ces moyens humains ont permis d'aider nos partenaires à répondre vite et efficacement aux défis qui se sont présentés, dans une dynamique collective tant sur le plan national qu'à l'échelle européenne. Expertise France contribue à ce mouvement en mettant à la disposition de l'Équipe France et de l'Équipe Europe deux plateformes d'experts dans les domaines de la santé et de l'économie (voir pages 48-49). [↗](#)

(*) France expertise internationale (FEI), Assistance au développement des échanges en technologies économiques et financières (ADETEF), Ensemble pour une solidarité thérapeutique hospitalière en réseau (ESTHER), GIP Inter, Santé protection sociale internationale (SPSI) et Agence pour le développement et la coordination des relations internationales (ADECRI).

Soutenir les politiques publiques

Répartition de l'activité d'Expertise France par thématique d'intervention (2019)



■ Actualité projet
■ Actualité institutionnelle

Quelques faits marquants 2019-2020



Juin 2019 Gagner en efficacité sur le terrain

Avec l'ouverture d'un bureau projets de nouvelle génération à Tunis, Expertise France améliore son dispositif opérationnel dans son premier pays d'intervention. Jusqu'à présent, chaque projet fonctionnait de manière indépendante avec ses propres équipes. « *La nouvelle organisation, fondée sur le regroupement des équipes dans un lieu unique et sur la mutualisation des fonctions transversales, permettra un meilleur suivi des projets et le partage de bonnes pratiques* », explique Clémence Pernin, coordinatrice de la cellule d'appui mutualisée du bureau de Tunis.

Juillet 2019 Renforcer la coopération décentralisée

Alors que la demande en matière de coopération décentralisée croît, Expertise France conclut un partenariat avec l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF). Objectif : faciliter la mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales dans les projets de coopération.

Octobre 2019 Accompagner la jeunesse du Burkina Faso

Expertise France et le ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes organisent les premières Rencontres nationales de la formation professionnelle et de la création d'entreprise à Ouagadougou. Plus de six cents personnes (ONG locales et internationales, partenaires institutionnels, institutions de microfinance, secteur privé, etc.) ont pu se rencontrer, créer des synergies et bénéficier de conseils en matière de montage de projets, de financement et de partenariats.

Octobre 2019 Soutenir le relèvement en Irak

Expertise France inaugure son premier bureau en Irak, avec l'appui du Centre de crise et soutien (CDCS). Basée à Erbil, l'agence joue un rôle de plateforme visant à faciliter la coordination de la réponse française en associant d'autres institutions, opérateurs et initiatives avec pour priorité la reconstruction du pays (voir page 57).

Novembre 2019 Contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique

À l'occasion du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, l'Union européenne, la CEDEAO et Expertise France présentent les projets OCWAR-C et OCWAR-M, destinés à lutter respectivement contre la cybercriminalité et le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest.

Décembre 2019 Prévenir le cancer du col de l'utérus

Unitaid et Expertise France signent à Abidjan une convention de financement pour la mise en œuvre de SUCCESS, un programme centré sur la lutte contre le cancer du col de l'utérus en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Guatemala et aux Philippines.

Novembre 2019 Réduire les déchets plastiques en Asie

Le projet *Rethinking Plastics – Circular Economy Solutions to Marine Litter* est lancé à Bangkok. Financé par l'Union européenne et l'Allemagne, il vise à réduire les déchets plastiques et marins et à favoriser l'économie circulaire en Asie de l'Est et du Sud-Est. Expertise France est responsable de sa mise en œuvre au Vietnam.



Février 2020 Accompagner les transitions agro-écologiques au Sud

Le CIRAD, l'AFD et Expertise France signent un accord-cadre tripartite. L'accord prévoit une intensification de leurs actions en faveur du développement des territoires ruraux, de la préservation et de la valorisation de la biodiversité dans les pays du Sud.

Avril 2020 S'impliquer dans la lutte contre le Covid-19

Expertise France se mobilise *via* la mise en place de deux plateformes – l'une centrée sur la réponse sanitaire, l'autre sur la riposte économique et sociale – ainsi que dans le cadre de projets tels que L'Initiative et SOCIEUX+.

Février 2020 Poursuivre la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Suite à la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en octobre 2019, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères renouvelle sa confiance à Expertise France pour la mise en œuvre de L'Initiative (ex-Initiative 5%). Facilité visant à améliorer l'accès et la performance des subventions du Fonds mondial dans quarante pays éligibles, L'Initiative est désormais dotée d'un budget de 38,8 millions d'euros par an sur 2020-2022.

À venir en
**2020
2021**

Intégration de JCI

Forum Génération Égalité

Intégration au groupe AFD

COP15 sur la biodiversité

COP26 sur le climat



Notre agence

**Construire
un monde
durable et
solidaire**
P. 9

**Une gamme
d'outils pour
le développement**
P. 10

**Expertise
France vue
par...**
P. 12

FOCUS
**Les acteurs
publics au cœur
de la coopération**
P. 14

Chaque année, Expertise France participe à la conférence ICASA, qui permet d'échanger entre spécialistes de la lutte contre le sida et les infections sexuellement transmissibles.

Construire un monde durable et solidaire

Agence publique de coopération technique internationale, Expertise France travaille aux côtés des pays partenaires pour les conseiller et les accompagner dans le renforcement de leurs politiques publiques.

Ces dernières décennies, des progrès indéniables ont été réalisés en matière de lutte contre la pauvreté, d'accès à la santé ou à l'éducation. Cependant, les inégalités demeurent, aggravées par les dérèglements climatiques, l'émergence de nouveaux conflits et les crises sanitaires. Dans ce contexte, les politiques publiques ont un rôle essentiel à jouer : celui de poser un cadre favorable au développement durable et à la réduction des inégalités.

Accompagner le renforcement des politiques publiques

Complémentaire de l'apport de ressources financières pour le développement, la coopération technique est au cœur de la réponse que la France apporte face aux défis environnementaux, sanitaires, sociaux, économiques ou sécuritaires auxquels les États sont aujourd'hui confrontés. En lien étroit avec les institutions publiques françaises (voir pages 14-15) mais aussi avec l'Union européenne, Expertise France répond à la demande de pays partenaires qui souhaitent améliorer la qualité de leurs politiques publiques pour relever ces défis. Pour cela, l'agence coordonne et met en œuvre des projets d'envergure nationale ou régionale dans les principaux domaines de l'action publique :

- la gouvernance démocratique, économique et financière ;
- la paix, la stabilité et la sécurité ;
- le climat, la biodiversité et le développement durable ;
- la santé et le développement humain.

La coopération, levier de solidarité et d'influence

Plaçant le transfert de savoir-faire au cœur de son action, Expertise France contribue à promouvoir des méthodes de travail éprouvées, des normes juridiques et techniques reconnues, mais aussi



Les formations de formateurs sont un outil efficace pour transférer durablement les savoir-faire, ici au Vietnam.

une vision du développement économique et de la gouvernance respectueuse de l'État de droit et des droits humains. L'agence mise aussi sur le dialogue entre pairs. Elle contribue ainsi à tisser une relation partenariale durable entre acteurs d'une communauté internationale engagée dans la construction d'un monde en commun. 

DÉCRYPTAGE

Qu'est-ce que la coopération technique ?

Ponctuelle ou de plus long terme, la coopération technique est une composante de l'aide publique au développement. Ses objectifs principaux : renforcer les institutions des États partenaires, et accompagner la transformation des organisations et la montée en compétences de leurs agents. Pour cela, une expertise adaptée aux besoins de l'institution partenaire est mise à disposition. Elle peut, dans certains cas, être complétée par la fourniture d'équipements et la supervision de travaux.

Une gamme d'outils pour le développement

Chargée de concevoir et de mettre en œuvre des projets de coopération technique internationale, Expertise France est un acteur de terrain qui développe des solutions innovantes répondant aux besoins de ses partenaires et aux attentes des bailleurs de fonds.

Dans le cadre d'un projet de coopération technique, Expertise France accompagne l'institution partenaire – administrations centrales en premier lieu, mais aussi organisations régionales, collectivités locales, organisations de la société civile... – de la définition de son besoin jusqu'à l'évaluation finale des activités menées. Pour cela, l'agence s'appuie sur des équipes et des partenaires justifiant d'une parfaite connaissance des différents contextes régionaux et locaux.

Concevoir une réponse ciblée

En lien avec le bailleur et l'institution partenaire, Expertise France participe à la conception du projet : après un diagnostic initial, elle propose un programme d'activités adaptées aux besoins identifiés. L'agence monte ensuite une équipe projet sur le terrain qui peut aussi intégrer les compétences d'organismes partenaires pour compléter le dispositif.

Mettre en œuvre les activités

L'équipe projet a ensuite pour mission, en lien avec les équipes au siège d'Expertise France, d'assurer la mise en œuvre des activités définies. Le renforcement de capacités, qui passe par la transmission de savoirs et de savoir-faire ainsi que par l'accompagnement du changement, est au cœur de cette activité de coopération



En juin 2019, Expertise France et la Fondation Tunisie pour le développement ont organisé un atelier de concertation en vue de définir le modèle du futur incubateur d'entreprises IBDA3.

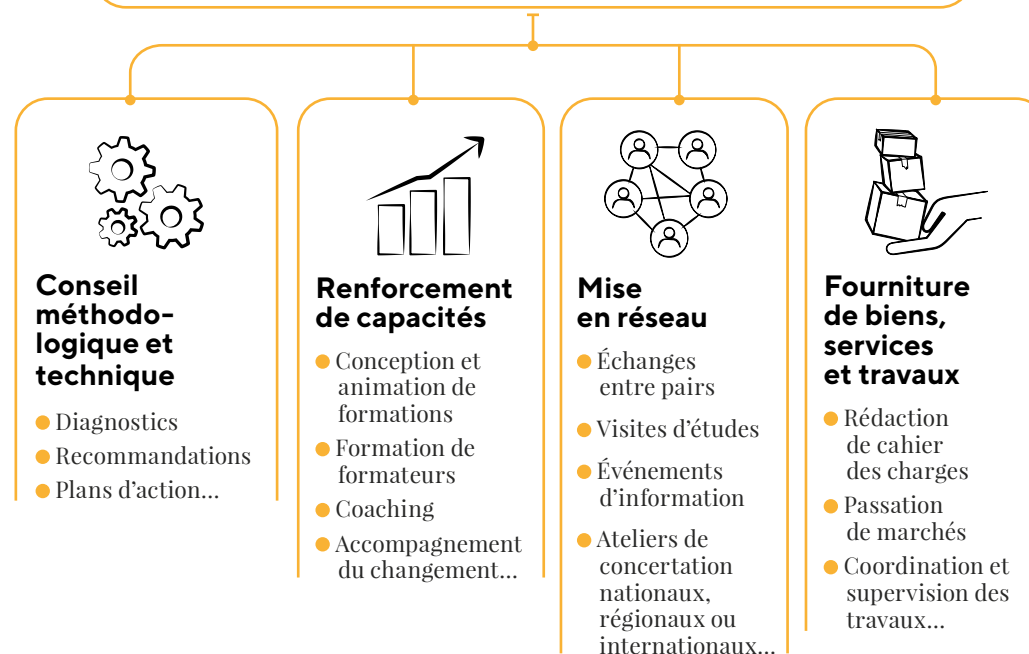
technique. Une expertise de court terme peut être mobilisée sur certains sujets spécifiques, par exemple pour proposer des formations ou des échanges de pair à pair.

Suivre et évaluer les résultats

En parallèle de la mise en œuvre du projet, Expertise France assure son suivi : elle gère les aspects administratifs et financiers tout en assurant le lien avec le bailleur et les partenaires. Le suivi-évaluation des activités, volet essentiel pour juger de l'efficacité des interventions et identifier les bonnes pratiques, est également assuré par l'équipe projet. 

Des activités définies selon les besoins

Diagnostics, ateliers de concertation, formations... Les modalités d'appui proposées par Expertise France sont variées. Complémentaires, elles permettent aussi bien de répondre à des besoins de court terme que de concevoir des accompagnements sur le temps long.



DÉCRYPTAGE

Déployer l'expertise française à l'étranger

Dans le cadre du dispositif de coopération internationale de la France, Expertise France est mandatée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour assurer la gestion de missions d'assistance technique de long terme : recrutement des experts, suivi des missions, animation du réseau. Composante à part entière de l'aide publique au développement française, ces missions constituent un levier essentiel de coopération ainsi qu'un outil de dialogue bilatéral

et de valorisation des savoir-faire français. Les experts mobilisés dans le cadre de ce dispositif remplissent une fonction d'appui technique et de conseil dans les secteurs d'intervention des priorités françaises en matière d'aide publique au développement. L'approche bilatérale est privilégiée avec près de 70 % des experts mis à disposition auprès de bénéficiaires nationaux, contre 30 % au sein d'organisations internationales ou régionales.

Expertise France *vue par...*

“ Une coopération ancrée dans le réel et tournée vers l'avenir ”

Par **Olivier Poivre d'Arvor**, ambassadeur de France en Tunisie

L'année 2019 a été celle de la confirmation pour Expertise France en Tunisie. Assurant un rôle de plus en plus affirmé au sein de l'Équipe France, le porte-étendard de l'expertise publique française a joué une belle partition pour accompagner nos partenaires tunisiens – institutions publiques, acteurs économiques et société civile – tout au long d'une année délicate, à la suite du décès en fonctions du président de la République, pour la jeune démocratie tunisienne.

Un accord d'établissement signé, de nouveaux partenariats prometteurs avec l'Agence tunisienne de coopération technique (ATCT) et la Fondation Tunisie pour le développement (FTD), l'ambition concrétisée d'un bureau pays renforcé : tels sont les marqueurs d'une année qui a vu Expertise France changer de braquet en mettant en avant ses forces, celles d'un opérateur présent sur le terrain, agile par ses



modes de faire et innovant par les solutions qu'il propose.

Le lancement de nouveaux projets sur les thèmes prioritaires de notre partenariat – la jeunesse, l'entrepreneuriat et l'innovation – ainsi qu'en matière de valorisation du patrimoine tunisien, sur financements de la France ou de l'Union européenne, témoigne d'une coopération à la fois ancrée dans le réel et tournée vers l'avenir, qui accompagne autant qu'elle soutient tous ceux qui veulent croire que des changements positifs sont possibles.

Avec l'intégration d'Expertise France au groupe Agence française de développement (AFD), la France peut présenter désormais un dispositif intégré qui a déjà donné à voir des synergies prometteuses, notamment par leur engagement conjoint en faveur du projet de Station T dédié au numérique, secteur d'avenir pour la Tunisie.

Je me réjouis donc que la création d'Expertise France, il y a cinq ans à peine, et sa rapide montée en puissance, en Tunisie plus encore qu'ailleurs dans le monde, ouvrent de nouvelles perspectives pour notre coopération au moment où il nous faut répondre, ensemble, à une crise sanitaire mondiale. **O. P. A.**

“ Des résultats concrets en faveur de la sécurité et la stabilité ”

Par **Wolfram Vetter**, ambassadeur de l'Union européenne au Burkina Faso

L'Union européenne entretient depuis plus de soixante ans un partenariat stratégique avec le Burkina Faso. Elle mène avec les autorités un dialogue politique équilibré et approfondi, et accompagne le pays dans ses efforts de consolidation de l'État de droit et de développement économique et social. L'appui se concentre sur des secteurs clés, en lien avec les priorités du Burkina Faso : la gouvernance, la sécurité, l'eau et l'assainissement, l'agriculture, le développement rural, l'environnement, la culture, l'énergie ou encore le transport. Pour la période 2014-2020, près d'un milliard d'euros en dons ont été octroyés au Burkina Faso, ce qui fait de l'Union européenne le principal donateur d'aide publique au pays, et de ce dernier l'un des principaux bénéficiaires de l'aide européenne en Afrique.

Consciente des défis régionaux et de leur impact sur la stabilité et la prospérité, l'Union européenne œuvre aussi à l'échelle de la région ouest-africaine, en particulier au niveau des pays sahéliens. Elle appuie notamment le G5 Sahel, selon trois axes principaux : partenariat politique, coopération au développement, soutien à la stabilité et à la sécurité. Sur ce dernier sujet, l'Union européenne contribue aux efforts déployés pour lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée et toute autre menace



pesant sur la sécurité et la paix, notamment via un appui à la Force conjointe du G5 Sahel.

Tant au Burkina Faso que dans la région, Expertise France est l'un des partenaires clés pour la mise en œuvre des projets de l'Union européenne. En plus de son rôle par rapport à l'appui européen (et d'autres partenaires) à la Force conjointe, l'agence coordonne plusieurs projets de défense et de sécurité intérieure au Burkina Faso : pour le contrôle du trafic et du commerce d'armes, pour le rapprochement entre les forces de défense et de sécurité et les populations, pour la promotion de la cohésion sociale et la création d'emplois... Ce partenariat nous a menés et nous mènera à des résultats concrets en faveur de la sécurité et de la stabilité du Burkina Faso et de la région dans son ensemble, condition préalable au progrès économique et social. **W. V.**

Les acteurs publics au cœur de la coopération

L'expertise publique française occupe une place centrale dans les projets de coopération technique qu'Expertise France met en œuvre. La prochaine intégration de l'agence au groupe AFD contribuera à faire rayonner cette expertise reconnue à l'international.

Des expertises clés pour le développement

La mobilisation d'expertise publique est essentielle pour aider les États partenaires à renforcer leurs politiques. À ce titre, Expertise France travaille en étroite association avec les institutions publiques françaises (ministères, collectivités locales, établissements publics...), d'où peuvent être issus des experts de court ou de long terme. Au sein du groupe Agence française de développement (AFD), l'agence pourra renforcer ce rôle de plateforme de l'expertise publique, au service des institutions partenaires.

Les ministères, partenaires incontournables

Parmi les institutions publiques, les ministères français sont des partenaires de premier ordre pour Expertise France, qui mobilise leurs savoir-faire au sein des projets de coopération technique qu'elle met

en œuvre. Pourvoyeurs d'expertises, les ministères sont aussi associés à la conception des projets, ce qui renforce la prise en compte des enseignements des politiques publiques sectorielles menées en France.

Une forte valeur ajoutée dans les domaines régaliens

L'expertise publique est particulièrement précieuse dans des domaines clés de l'intervention de l'État, comme les finances publiques, la santé, la sécurité ou encore la justice – Expertise France intégrera fin 2020 Justice coopération internationale (JCI), l'actuel opérateur du ministère de la Justice. En outre, certains projets mobilisent exclusivement des agents publics. C'est par exemple le cas des jumelages institutionnels européens, dans lesquels l'Union européenne confie à un État

15
jumelages
européens
en cours gérés par
Expertise France



Les échanges avec des experts publics français organisés dans le cadre du programme européen Urbayiti contribuent à renforcer la gestion urbaine en Haïti.

membre la tâche d'accompagner l'administration d'un État du voisinage européen dans le renforcement d'une politique publique donnée.

Nourrir le débat sur le développement

Dans la logique de son rôle d'ensemblier, Expertise France contribue à favoriser le dialogue entre le secteur public et les autres sphères de la société – le secteur privé, la

société civile et le monde de la recherche. L'agence organise notamment les « Rendez-vous de l'Expertise », des conférences-débats dédiées aux questions de coopération technique internationale et d'aide publique au développement. En 2019, six conférences ont été organisées, sur des sujets aussi divers que la lutte contre les pandémies, le lien entre entrepreneuriat et stabilité en zone de conflit, le soutien à l'innovation, la sécurité maritime, la biodiversité et le gouvernement ouvert. [🔗](#)

Des savoir-faire à valoriser

Contribution d'Expertise France à la valorisation de l'expertise publique française



Avec les ministères français

Une relation de confiance et de proximité



Par **Adèle Liéber**, sous-directrice, responsable de la délégation aux Relations internationales, DGFIP, ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

Notre travail avec Expertise France s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée en 2017, qui fixe la répartition des rôles entre les deux institutions. Nous associons nos compétences dès le stade de conception des projets de coopération technique et tout au long de leur mise en œuvre : la direction générale des Finances publiques (DGFIP) mobilise son savoir-faire métier en matière de finances publiques, tandis qu'Expertise France apporte ses compétences en matière de gestion

de projet. Nous avons d'ailleurs donné mandat à l'agence pour la gestion administrative et financière de l'ensemble de nos projets de jumelages institutionnels.

Ces fonctions complémentaires nous permettent de travailler efficacement sur des projets financés par la France ou l'Union européenne. Ainsi, en 2019, nous avons dix-neuf projets en commun avec Expertise France dans des domaines au cœur de l'action publique : mobilisation des ressources intérieures en Guinée, mise en place d'un cadastre en

Algérie, gestion budgétaire et comptable au Cambodge... En 2019, dix-huit experts de la DGFIP étaient détachés en tant que chefs de projet et cent soixante-huit ont été mobilisés sur des missions de court terme.

Au fil des ans, nous avons donc construit une relation de confiance et de proximité, au service des pays auprès desquels nous intervenons. Plus largement, ce travail conjoint nous permet d'ouvrir la voie vers de nouvelles coopérations, en lien avec les autres acteurs français du développement. **A. L.**

Un dialogue régulier et de qualité



Par **Francesco Gaeta**, directeur des Affaires européennes et internationales, ministère de la Transition écologique

Dans le cadre de la convention partenariale en cours de renouvellement, Expertise France est un partenaire majeur pour le ministère de la Transition écologique et celui de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, des objectifs du développement durable et au regard de l'ambition internationale de la France dans des domaines à forts enjeux comme la préservation de la biodiversité, la lutte contre les changements

climatiques, le développement de l'économie circulaire, la ville durable... Dans ce cadre, les deux ministères confient à Expertise France la gestion administrative et financière des jumelages européens qu'ils ont remportés. Il s'agit, depuis le lancement de cet instrument d'influence en 1998, d'une quarantaine de jumelages avec des pays très différents tant dans leur niveau de développement que dans la nature des besoins.

Le dialogue régulier et de qualité avec Expertise France permet de bien concilier les priorités de

l'agence et celles de nos ministères. Ces derniers disposent d'un réseau unique d'expertise technique sur la transition écologique, en particulier au sein de leurs opérateurs sous tutelle. Ils encouragent donc les conventionnements entre Expertise France et ces opérateurs pour mieux mobiliser l'expertise technique française à l'international, sur le modèle de la convention existant par exemple entre l'agence et l'Office français de la biodiversité ou avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Cette expérience est positive à tous égards et mérite d'être poursuivie, voire approfondie dans les années à venir. **F. G.**

“Appuyer la réforme des administrations”

Expertise France est mandatée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour assurer la gestion des experts techniques internationaux (voir page 11).

Constatant certains dysfonctionnements, la République démocratique du Congo a sollicité la France pour un appui à la réforme de son administration. Ma première mission est d'accompagner la réforme du ministère de la Fonction publique qui, par ricochet, pourra entraîner la réforme des autres administrations. Il s'agit, par exemple, de décloisonner les structures internes. Ma seconde mission consiste à appuyer la réorganisation de l'École nationale d'administration du pays (concours, organes de gouvernance, programmes...).



Par **Nfamara Baldé**, expert technique, conseiller auprès du ministre de la Fonction publique de la République démocratique du Congo

L'objectif de tout cela : rendre l'administration plus efficace grâce à un fonctionnement plus cohérent et une allocation plus efficiente des ressources. À ce titre, le nouveau fichier de gestion administrative du personnel civil de l'État représente une avancée majeure : il permettra de rationaliser la gestion des ressources humaines au sein des administrations. Les économies subséquentes représenteront une bouffée d'oxygène pour le budget de l'État. **N. B.**

INTERVIEW

Fédérer les compétences françaises

Composante importante de l'aide au développement, la coopération technique s'est métamorphosée depuis ses prémices au XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Alors qu'Expertise France célèbre ses cinq ans en 2020, retour sur les grandes dynamiques qui ont abouti en 2015 à la création de l'agence.

À quand peut-on faire remonter le début de la coopération technique française ?

F.P. La coopération technique est une activité ancienne, qui apparaît probablement avec le commerce international. Pour la France, certains voient des précurseurs dans des personnalités telles que Diderot, invité de Catherine II de Russie, ou Voltaire, reçu par Frédéric II de Prusse, qui ont mis leurs compétences au service de hauts responsables étrangers. Une histoire révélatrice est celle d'Auguste Pavie qui, en 1885, avait obtenu la création d'une école cambodgienne. En 1888, elle fut étendue à la formation des administrateurs coloniaux français, devenant l'École coloniale. Elle servira d'ailleurs de modèle à la formation des hauts fonctionnaires de l'administration



Avec **François Pacquement**, chargé de mission Histoire et Réflexion stratégique à l'Agence française de développement (AFD)

française, ce qui montre que les échanges de compétences peuvent nous transformer aussi. La coopération technique moderne, elle, me semble commencer avec la mise en place d'institutions internationales, en particulier la Société des Nations (1919). Mais c'est surtout à la fin de la

Seconde Guerre mondiale que les premiers éléments du système français de coopération sont conçus.

Comment caractériser l'évolution de la coopération technique française depuis 1945 ?

F.P. Plusieurs périodes peuvent être distinguées. Tout d'abord, des années 1960 aux années 1980, la politique française de coopération technique se met en place, dans un cadre marqué par un jeu complexe d'acteurs : d'une part, le ministère des Affaires étrangères et la direction du Trésor ; d'autre part, pour les anciennes colonies d'Afrique, le ministère de la Coopération, qui apporte subventions et expertise, et la Caisse centrale, qui octroie des prêts.

À partir de 1980 et jusqu'en 1998, cet édifice se transforme sous l'effet d'ajustements structurels, qui suscitent un redéploiement de l'assistance technique vers de nouveaux métiers et une modification de l'offre française. La mondialisation qui est libérée par la fin de la guerre froide appelle en outre une plus grande mobilisation des divers ministères, notamment pour répondre aux demandes des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que d'ex-URSS.

Une troisième période s'ouvre en 1999 : c'est celle des réformes publiques en France, avec le rapprochement entre affaires étrangères et coopération, le début de transferts de compétences à des opérateurs et le renouveau de l'aide en général. Tout cela a abouti à la création d'Expertise France.

Quelles préoccupations ont progressivement conduit à cette création d'Expertise France en 2015 ?

F.P. En 1998, la fin de la coopération de substitution restait un enjeu : la disparition du ministère de la Coopération visait alors à mettre en place une approche globale des actions de soutien au développement et de coopération internationale. Une source d'inspiration était le modèle allemand, avec une agence d'assistance technique adaptée aux exigences internationales et à leur dynamique.

Réunir plusieurs opérateurs au sein d'une seule agence devait permettre de fédérer les compétences françaises, privées comme publiques, afin de proposer aux pays partenaires une expertise plus riche et mieux adaptée, et d'accroître la part de marché française dans la compétition mondiale. Le processus a mobilisé plusieurs Comités interministériels de la coopération internationale et du développement (CICID) successifs. Une étape déterminante a été la période de France expertise internationale (FEI), de 2011 à 2015. Sa culture start-up, son efficacité pragmatique, sa polyvalence et sa réactivité ont joué un rôle

déterminant pour définir l'équation d'Expertise France comme nous la connaissons maintenant. L'enjeu est maintenant de répondre aux défis du XXI^e siècle, et notamment d'atteindre les objectifs de développement durable. Cela commence par plus de cohésion, davantage de synergies : c'est la page que nous sommes en train d'écrire...

6 opérateurs sont réunis en 2015 pour créer Expertise France

1889

Pour former ses cadres, le ministère des Colonies fonde l'École coloniale

1921

Le plan Sarraut préconise des investissements économiques et sociaux dans les colonies

1941

Le général de Gaulle crée la Caisse centrale de la France libre, ancêtre de l'AFD

1949

L'ONU codifie la coopération technique avec le Programme élargi d'assistance technique

1961

La France est le premier pays à se doter d'un ministère de la Coopération

1981

ADETEF, l'opérateur pour la coopération internationale des ministères des Finances, du Budget et du Développement durable, est créé

1996-1998

Le dispositif français de coopération est réorganisé

2015

Expertise France naît de la fusion de six opérateurs de coopération internationale

2020

Justice coopération internationale rejoint Expertise France

2021

Expertise France intègre le groupe AFD

INTERVIEW

Une nouvelle dynamique avec l'État

Le nouveau contrat d'objectifs et de moyens conclu entre l'État et Expertise France fixe à l'agence seize objectifs assortis d'indicateurs sur la période 2020-2022. Prévoyant notamment des moyens financiers renforcés, l'intégration de Justice coopération internationale (JCI) et le rapprochement avec l'Agence française de développement (AFD), cette feuille de route vise à consolider Expertise France, et à découpler l'efficacité et l'impact de son action sur le terrain.



Avec **Martin Fortes Delacroix**,
directeur de la Stratégie
et des Partenariats
d'Expertise France

Quelles sont les perspectives pour l'agence ?

M. F. D. Les seize objectifs fixés à Expertise France pour la période 2020-2022 nous conduiront dans une nouvelle phase de développement plus équilibrée : l'agence disposera d'un cadre stratégique clarifié, achèvera sa structuration, et s'appuiera sur un modèle financier soutenable et des relations claires avec l'État. C'est dans ce contexte renoué qu'Expertise France accueillera les équipes de JCI et intégrera le groupe AFD en 2021.

Quelle place pour l'expertise publique française dans ce projet ?

M. F. D. Pour être efficace, Expertise France doit inscrire son action dans les priorités de la politique extérieure de la France, définies lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) de février 2018, et s'affirmer définitivement comme l'opérateur de coopération internationale de tous les ministères. Pour cela, les relations avec les ministères dont nous mobilisons l'expertise doivent être aussi étroites que possible. C'est dans cet esprit que nous allons créer dès 2021 des comités sectoriels qui associeront les ministères pourvoyeurs d'expertises et leurs opérateurs afin d'installer un dialogue approfondi et régulier sur les plans stratégique et opérationnel.

En résumé, je dirais que notre agence s'inscrit dans une nouvelle dynamique avec l'État, faite de confiance réciproque, pour affronter ensemble les défis du développement et œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable. 🌐

16
objectifs
pour
2020-2022

En quoi ce nouveau contrat d'objectifs et de moyens ouvre-t-il une nouvelle page de l'histoire de l'agence ?

M. F. D. De nombreux défis attendent Expertise France au moment où le contexte international ne cesse de se dégrader, que ce soit sur le plan sécuritaire, sanitaire, économique ou climatique. Et la coopération technique est au cœur de la réponse que la France apporte à ces enjeux. C'est elle qui nous apprend à faire face ensemble à des défis qui sont plus que jamais communs.

Après cinq années consacrées à sa structuration et sa montée en puissance, Expertise France ouvre aujourd'hui la deuxième page de son histoire. Le nouveau contrat conclu avec l'État marque un véritable tournant. Il propose un projet commun renoué pour faire d'Expertise France une agence plus confiante dans son avenir et dans son positionnement au sein du dispositif français de développement, une agence plus visible en France comme à l'étranger et, enfin, une agence plus solide et mieux structurée.

TRIBUNE

"Prêts à innover ensemble"

À quelques mois de l'intégration d'Expertise France dans le groupe AFD, nous sommes prêts : prêts à accueillir les équipes, prêts à développer plus encore de projets en commun, prêts à innover ensemble.

Le travail de préparation de ce rapprochement, engagé dès 2018, porte déjà ses fruits et témoigne de la valeur ajoutée d'une « action groupe » en matière de développement. C'est le cas, par exemple, dans le cadre des efforts européens déployés pour soutenir l'emploi au Burkina Faso. C'est le cas en matière d'adaptation au changement

climatique dans le cadre de la facilité Adapt'Action. Et c'est le cas, aujourd'hui, dans le cadre de la réponse de l'Équipe France à la crise de Covid-19. Ces premiers résultats, très encourageants, reflètent l'exigence croissante d'impact qui motive l'intégration d'Expertise France au sein du groupe AFD. Ils illustrent notre détermination à créer une offre de développement à la hauteur de « l'ambition nouvelle » que souhaite donner le président de la République à cette politique.

Car tel est notre objectif : « faire groupe » pour améliorer l'impact de nos projets tout en gagnant en efficacité, notamment en proposant une offre technique complémentaire à l'offre financière traditionnelle. Bientôt, le groupe AFD pourra proposer des approches intégrées qui favoriseront le dialogue de politiques publiques au profit d'un alignement sur les objectifs de développement durable, notamment en assortissant les prêts d'une offre d'assistance technique porteuse de savoir-faire français. À cet égard, Expertise France, formidable porte d'entrée vers l'expertise publique française, constitue une ressource clé pour valoriser les solutions de l'Équipe France.

Pour y parvenir, nous devons, à l'horizon 2022, structurer une offre en commun cohérente et lisible qui conjugue toutes les forces de notre groupe. Ce grand chantier, au cœur de notre projet d'entreprise, sera l'occasion de nous interroger sur la manière dont nous pouvons, forts d'une large palette d'instruments, occuper pleinement notre nouveau périmètre d'activité.

Parallèlement, le Sommet mondial des banques de développement, qui se tiendra le 12 novembre 2020 dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, sera un jalon inédit : pour la première fois, toutes les banques publiques de développement pourront dialoguer autour des instruments d'intervention dont elles disposent pour exploiter tout leur potentiel au service du climat et des objectifs de développement durable. Les agences d'expertise européennes y ont toute leur place ! Dans cet effort et pour cette ambition, on est ensemble. **R. R.**



Par **Rémy Rioux**, directeur général
du groupe Agence française de
développement (AFD)



Pour contribuer à réduire la mortalité maternelle, infantile et néonatale au Tchad, Expertise France mise sur le dialogue entre pairs.

Notre méthode

Une approche pluri-sectorielle
P. 23

Des solutions sur mesure
P. 24

L'agilité : un principe indispensable à l'action
P. 26

Le pari du dialogue entre pairs
P. 28

Une démarche partenariale
P. 30

Le projet au cœur de toutes les activités
P. 32

Une approche plurisectorielle

Forte d'une palette étendue de savoir-faire, Expertise France s'attache à proposer des solutions globales aux pays partenaires. Une approche qui permet de les accompagner efficacement dans l'atteinte des objectifs de développement durable.

Les besoins des pays partenaires sont rarement unidimensionnels. Y répondre nécessite de concevoir et de coordonner des interventions complexes, à la croisée de secteurs différents. Parallèlement, certains enjeux doivent être pris en compte dans chaque projet : c'est par exemple le cas de l'égalité femmes-hommes. Grâce à un large éventail de compétences, Expertise France est en mesure d'élaborer des solutions complètes, intégrant tous les aspects d'une problématique. Dans les contextes de crise ou de post-crise, elle sait intervenir sur l'ensemble du continuum sécurité-développement.

Au Mali, l'accès aux soins vecteur de cohésion sociale

Financé par l'Union européenne, le projet PARSANTÉ (2019-2020) a permis d'améliorer l'accès aux soins des soldats maliens et de leurs familles *via* la mise en place d'infrastructures et de services de santé dans les garnisons. Mais au-delà de cet objectif, le projet s'est également attaché à rétablir le dialogue entre forces armées et populations civiles, pour que ces dernières bénéficient aussi de ces infrastructures et services.

« *Au début du projet, les civils n'avaient aucune confiance dans les forces armées, et réciproquement* », explique Gabrielle Hersent, chargée de projets chez Expertise France. Sous l'égide de l'Institut malien de recherche-action pour la paix (IMRAP), des espaces de discussion ont été organisés pour apaiser les tensions. Les participants ont pu exprimer leurs craintes et leurs besoins, mais aussi planifier des activités en commun, comme la construction d'un marché ou d'une maison des jeunes. Le PARSANTÉ a aussi permis de



Le rétablissement de la confiance entre civils et militaires est une condition essentielle au développement du Mali.

mettre en place une laiterie et de former une centaine de femmes du village de Nampala, qui peuvent désormais vendre du lait au sein du camp de garnison. « *Ces activités ont été déterminantes pour restaurer la confiance*, précise Gabrielle Hersent. *Elles ont permis de gagner les cœurs et les esprits.* »

3
infirmières
équipées dans le cadre du projet PARSANTÉ

Deux films documentaires réalisés par l'IMRAP – l'un au début, l'autre à la fin du projet – illustrent le chemin accompli. Les relations désormais pacifiées, les forces armées et les populations civiles peuvent envisager l'utilisation commune des infrastructures de santé installées dans les garnisons. [🔗](#)

Des solutions sur mesure

Pour renforcer durablement les politiques publiques, Expertise France conçoit et met en œuvre des solutions aux côtés des pays partenaires. Exemples de projets co-construits au Soudan et dans l'océan Indien.



Chaque nouveau projet débute par un diagnostic initial. Cet état des lieux est primordial pour bien comprendre le contexte d'intervention et pour déterminer précisément les besoins des institutions locales. Sur cette base, Expertise France peut ensuite concevoir et mettre en œuvre un accompagnement adapté, une démarche rendue possible par la présence, sur le terrain, d'une équipe dédiée. Sous l'égide d'un chef de projet, un ou plusieurs experts veillent à la bonne appropriation des solutions en organisant ateliers et formations. Ils contribuent ainsi à

renforcer le lien de confiance entre l'agence et les institutions partenaires.

Une étude de terrain pour identifier les besoins

Dans le cadre du programme EQUIP, lancé en 2018 sur financement européen, Expertise France appuie deux ministères soudanais pour améliorer les programmes de formation des enseignants. La première étape a été d'évaluer les besoins. « Il nous fallait réunir des éléments précis pour que nos recommandations – et les futures politiques publiques du pays – soient fondées sur des

données fiables », explique Jean-Luc Fauquet, expert mobilisé par France Éducation internationale, partenaire du programme. Des questionnaires ont été diffusés dans les facultés d'éducation pour fournir une image objective de la formation initiale des enseignants. Puis les experts se sont rendus dans des écoles, aussi bien en ville qu'en zones rurales, pour observer les instituteurs dans leur environnement de travail et en apprendre davantage sur les méthodes pédagogiques. Ce diagnostic a entre autres montré la nécessité

15 sessions de formation organisées dans le cadre de CRIMARIO

Les études de terrain menées dans le cadre d'EQUIP ont permis de faire le point sur la formation des enseignants au Soudan.

d'accroître la coordination entre les différentes institutions chargées de former les enseignants.

Des formations pour un impact durable

Comment s'assurer qu'au terme d'un projet, les solutions mises en œuvre continueront de faire leur chemin ? Pour répondre à cet enjeu, Expertise France met un accent particulier sur l'accompagnement. Dans le cadre de CRIMARIO, projet financé par l'Union européenne pour renforcer la sécurité maritime dans l'océan Indien, l'agence a participé au développement de IORIS, un outil de partage d'informations à destination

des pays de la zone. Mais elle a aussi veillé à la bonne appropriation de cet outil par les États concernés, en organisant d'abord, en lien avec le développeur, une phase de tests. Ces mises en situation ont permis de recueillir les observations des utilisateurs et d'optimiser le fonctionnement du logiciel. Des formations ont ensuite été dispensées : au total, quinze sessions ont été organisées pour former des utilisateurs, mais aussi de futurs formateurs. Clôturé en 2019, CRIMARIO a passé le relais à CRIMARIO II pour finaliser le transfert de compétences aux pays de la région.

“Le dialogue entre les parties prenantes a été essentiel”



Par **Olivier Bézier**, responsable de la composante Formation et renforcement de capacités du projet CRIMARIO

Dans les activités liées à la sûreté et à la sécurité, il est primordial que l'information parvienne à son destinataire en temps réel. Le projet CRIMARIO découlait d'une volonté partagée par dix pays côtiers de l'océan Indien : celle d'améliorer la coordination entre les différentes autorités chargées d'opérer la surveillance de l'espace maritime. Pour répondre à cet enjeu, l'une des solutions mises en œuvre fut de mettre en place un outil informatique commun à l'ensemble des pays partenaires, dénommé IORIS. Le programme s'est ouvert sur une phase de développement de deux ans, au cours de laquelle nous nous

sommes appuyés sur les retours des futurs utilisateurs. Leurs exigences n'étaient pas toujours les mêmes, aussi le dialogue entre les parties prenantes a-t-il été essentiel. Pour répondre à la demande d'autonomie des pays partenaires, nous avons par la suite formé une dizaine de personnes qui seront capables, à leur tour, de former de nouveaux utilisateurs. Le projet CRIMARIO II, qui a débuté en 2020, finalisera ce transfert de compétences. Il permettra notamment aux pays de la zone d'obtenir la maîtrise totale des données traitées, ainsi que la possibilité de procéder à de futurs développements. **O. B.**



De nombreuses mises en situation ont permis aux pays partenaires de se familiariser avec la plateforme IORIS.



L'agilité : un principe indispensable à l'action

Les interventions en zones fragiles posent souvent des défis en matière d'organisation ou de sécurité. Grâce à son agilité, Expertise France est capable de mettre en œuvre ou de coordonner des projets dans les situations les plus instables.

De par ses thématiques d'intervention, Expertise France est amenée à intervenir dans des environnements fragiles ou instables : zones en crise ou en post-crise, difficiles d'accès...

En lien avec son département Sécurité et le réseau diplomatique français, l'agence est en mesure de déployer ses équipes dans des régions classées à risque par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Lorsque la situation interdit tout déplacement, Expertise France adapte ses modalités de gestion de projet en s'appuyant sur les personnels ou organisations déjà présents sur le terrain.

En Centrafrique, un défi logistique et sécuritaire

Depuis son lancement, le projet de désenclavement des régions centrafricaines – financé par l'Union européenne *via* le fonds Bêkou – a rencontré

de nombreux défis, que ce soit en termes d'organisation, d'accessibilité ou de sécurité. Après la réalisation, en 2018, d'un diagnostic des points de franchissement par le Centre national des ponts de secours (CNPS) français et l'installation, en 2019, de premiers ponts dans l'ouest du pays, Expertise France a mené en avril 2020 une nouvelle mission dans le Mbomou. L'objectif : installer cinq ponts métalliques préfabriqués

9
ponts

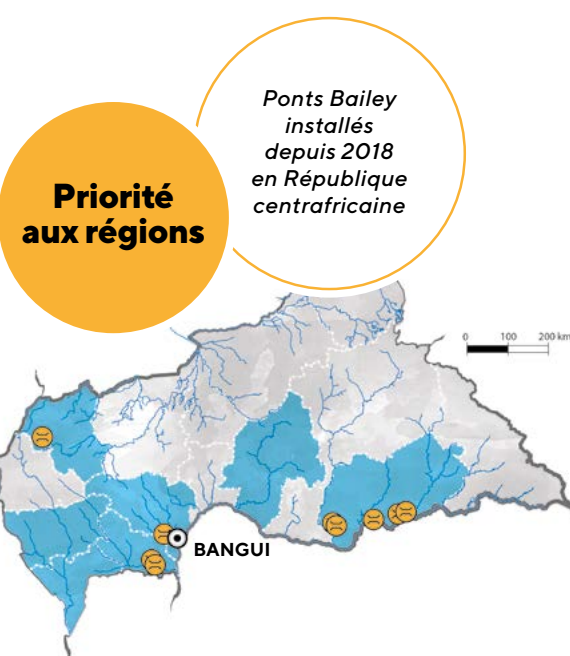
métalliques
installés en
Centrafrique
depuis 2018

Préfabriqués et portatifs, les ponts Bailey peuvent être installés rapidement sans outillage spécial (ici dans la Lobaye).

pour favoriser la libre circulation des personnes et des biens. Dans la région, les infrastructures ont particulièrement souffert du conflit des années 2012-2013. « Au lieu d'être un carrefour, le Mbomou se retrouve coupé en deux, avec une partie tournée vers la capitale, Bangui, et l'autre vers le Soudan du Sud », explique Fafaadé Lokossou, chef du projet.

Le convoi a dû traverser des zones occupées par des groupes rebelles. Il a également fallu faire face à une contrainte organisationnelle : les ingénieurs du CNPS, mobilisés habituellement par Expertise France pour superviser les travaux, n'ont pas pu se déplacer pour la mission en raison du confinement décidé face à la pandémie de Covid-19. Une solution a été rapidement trouvée : « Nous avons réussi à mobiliser des ressources en interne pour assurer le pilotage des travaux », indique Fafaadé Lokossou. Les ponts ont pu être installés avec succès dans les temps. »

Cette mission, appuyée par les forces armées centrafricaines, la mission européenne EUTM RCA, la Minusca et la coopération française, a été menée en lien avec les autorités locales : préfets, maires, chefs de village... Les populations ont également été associées. Pour chaque site, une vingtaine de jeunes ont pris part aux opérations de déchargement et de terrassement, contribuant ainsi à la relance économique de la région. »



INTERVIEW

Intervenir rapidement et efficacement

Comment le CDCS s'engage-t-il pour la stabilisation des zones fragiles ?

E. C. Le CDCS mène des actions de stabilisation pour soutenir les populations et les autorités locales dans les zones fragiles affectées par des conflits. Ces actions à impact rapide pour les populations visent, en fonction des situations, à accompagner le redéploiement ou le renforcement de l'État, y compris dans ses capacités régaliennes, à soutenir l'accès aux services de base et la relance économique, et à promouvoir la cohésion sociale et la réconciliation, notamment à travers un appui à la société civile et aux médias. Dans ce cadre, le CDCS dispose d'un budget de 45 millions d'euros annuels.



Avec
Éric Chevallier,
directeur du Centre
de crise et de soutien
(CDCS) du ministère
de l'Europe et des
Affaires étrangères

Quel bilan faites-vous du travail mené avec Expertise France ?

E. C. Nous sommes partenaires dans le cadre de soutiens à des projets en Irak, en Syrie, en Libye, au Sahel et en République centrafricaine. À travers nos financements, Expertise France soutient des ONG et des actrices et acteurs de la société civile locale, afin de mener des actions dans le domaine de la santé, pour soutenir la jeunesse ou favoriser la relance économique.

Quelles perspectives de coopération entre l'agence et le CDCS ?

E. C. La capacité d'Expertise France à intervenir rapidement et efficacement dans des zones fragiles, dans le respect des exigences de suivi et de redevabilité, constitue un atout essentiel pour notre collaboration. Grâce à ses réseaux d'expertise locale dans les zones en crise et à la mobilisation de ses experts internationaux, Expertise France joue un rôle clé pour accompagner le CDCS dans le suivi et la mise en œuvre de ses programmes de stabilisation. »

Le pari du dialogue entre pairs

Dans ses interventions, Expertise France mise sur les échanges entre pairs. Le principe : mettre en relation des praticiens des pays partenaires avec des confrères issus d'autres pays, du Nord comme du Sud.

En faisant échanger des professionnels qui exercent le même métier ou qui évoluent dans le même secteur – médecins, juges, enseignants, urbanistes... –, Expertise France crée les conditions d'une coopération réussie. Cette approche permet d'échanger des bonnes pratiques, d'élaborer des solutions sur mesure face à des enjeux complexes et, surtout, de nouer une relation de confiance avec les pays partenaires. Retour sur trois activités allant en ce sens.

Explorer les bonnes pratiques

En juin 2019, dans le cadre du programme d'appui à la décentralisation et à la gouvernance locale en Tunisie (PADGL) financé par l'Agence française de développement (AFD), Expertise France a organisé une visite d'étude

+ de
90
praticiens
réunis pour lutter
contre le trafic
d'êtres humains

Combiner des expertises complémentaires

Depuis 2018, dans le cadre du programme EUROSociAL+ financé par l'Union européenne, Expertise France appuie les autorités colombiennes pour renforcer l'accès à la justice des femmes dans les zones rurales. À cette fin, une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle a été mise sur pied, composée d'une experte locale, familière de la réalité sociale et culturelle du pays, et d'une experte européenne, spécialiste de l'accès à la justice des groupes vulnérables.

Leurs regards croisés ont permis de mettre au jour les facteurs socioculturels et institutionnels entravant l'accès des femmes à la justice et à la terre, mais aussi de formuler des premières pistes d'action. Un projet pilote, destiné à sensibiliser et à former les institutions judiciaires et les organisations de femmes rurales, a depuis été lancé dans la municipalité de Planadas-Tolima, dans l'est du pays.

Tisser des relations entre praticiens

Comment mieux mobiliser les outils de lutte contre le blanchiment de capitaux et le



Les visites d'études et les ateliers organisés dans le cadre d'EUROSociAL+ contribuent à identifier des solutions pour progresser vers l'égalité femmes-hommes en Amérique latine.

financement du terrorisme pour combattre la traite d'êtres humains ? En décembre 2019, l'Union européenne, Expertise France et la Commission tunisienne d'analyse financière ont organisé, à Tunis, un atelier international dédié à cette question. Pendant trois jours, plus de quatre-vingt-dix spécialistes d'Europe, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est, du Maghreb et du Moyen-Orient ont pu discuter des

défis rencontrés sur le terrain et réfléchir aux manières d'améliorer l'efficacité de leur action.

La rencontre a été organisée dans le cadre de trois projets financés par l'Union européenne (la Facilité globale AML/CFT, OCWAR-M et EU AML/THB Greater Horn of Africa). « La conversation ne fait que commencer », a souligné Neil Bennett, l'un des experts chargé d'animer l'atelier. [🔗](#)

“L'Europe peut s'inspirer de l'Amérique latine”



Par **Marie-Dominique de Suremain**, coordinatrice de la composante Genre du programme EUROSociAL+

C'est depuis le lancement de sa troisième phase, en 2016, que le programme EUROSociAL intègre un volet Genre et une équipe dédiée. La décision a été prise à la demande des pays latino-américains, aux yeux desquels le modèle social européen fait figure de référence sur le sujet de l'égalité femmes-hommes. Pourtant, s'il est vrai que l'Union européenne exerce un meilleur contrôle sur les violences faites aux femmes, les pays d'Amérique latine sont en avance dans un certain nombre de domaines. Sur le plan juridique, par exemple, ils sont capables d'adopter des outils innovants très rapidement, grâce à des institutions plus flexibles. Par ailleurs,

leurs politiques publiques s'appuient sur des données sexo-spécifiques et un centre d'excellence mondial existe au Mexique. Autrement dit, si l'Europe reste un modèle, elle peut aussi s'inspirer des bonnes pratiques latino-américaines. Dans l'optique du Forum Génération Égalité, qui célébrera le vingt-cinquième anniversaire du Programme d'action de Pékin, EUROSociAL+ accompagnera la formation de coalitions et accompagne les États dans l'élaboration de leurs propositions. Outre les thèmes déjà présents en 1995, cet événement abordera trois nouveaux sujets : l'environnement, les nouvelles technologies et le soutien aux mouvements féministes. **M.-D. S.**

L'atelier international organisé fin 2019 en Tunisie a réuni des profils variés : magistrats, chercheurs, spécialistes du renseignement financier...

Une démarche partenariale

Pour garantir une action cohérente sur le terrain, Expertise France s'associe aux acteurs français, européens et internationaux les plus pertinents. Une approche partenariale qui permet de répondre de manière globale aux besoins des pays.

Selon les besoins du projet, Expertise France assemble des savoir-faire complémentaires, issus aussi bien des secteurs public et privé que de la société civile. Réunis en consortiums ou mobilisés *via* une convention de partenariat, les partenaires de l'agence peuvent déployer des experts sectoriels de long ou de court terme. Ils peuvent également se voir déléguer la réalisation de certaines activités. En parallèle, Expertise France travaille en concertation avec la communauté du développement, et plus particulièrement avec les autres membres de l'Équipe France, pour développer les complémentarités entre projets.

7
partenaires
techniques
mobilisés
dans le cadre
de MEDISAFE

Les vertus de l'action collective

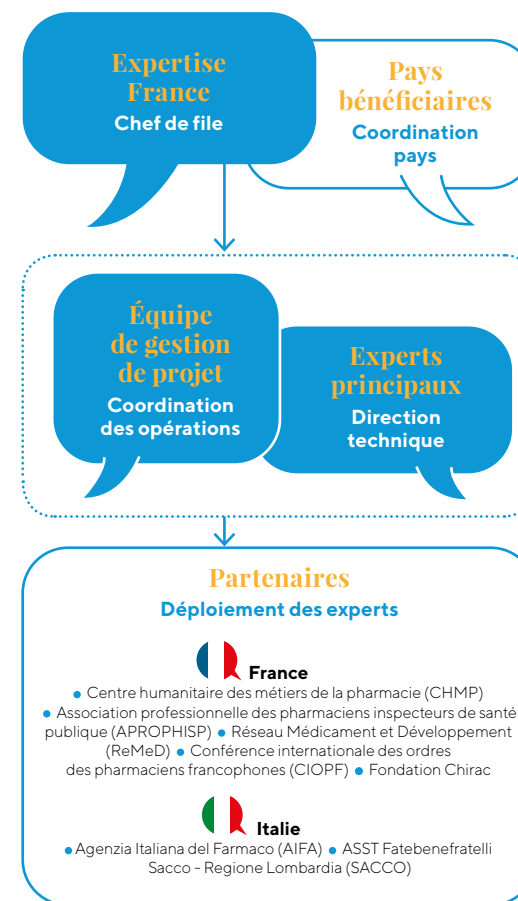
Dans le cadre du projet MEDISAFE, financé depuis 2018 par l'Union européenne, Expertise France a constitué un consortium de sept partenaires techniques français et italiens (*voir ci-contre*). Sous l'égide d'une équipe de gestion de projet et de trois experts principaux, ils déploient leurs experts dans onze pays d'Afrique de l'Est et du Centre pour contribuer à la lutte contre la production et le trafic de médicaments falsifiés. « Outre le volet pharmaceutique, ce projet couvre des enjeux tels que la réglementation, la cybercriminalité et la sensibilisation des populations », précise Christophe Barranco, chargé de projet chez Expertise France.



Pour soutenir le secteur privé au Liban, Expertise France a travaillé en lien étroit avec l'Union européenne et une dizaine de partenaires locaux.

Mener un projet en consortium

Gouvernance du projet MEDISAFE



Quand les projets entraînent de nouvelles initiatives

En tant que membre de l'Équipe France, Expertise France travaille en réseau avec la communauté française du développement. Un engagement par lequel elle contribue à renforcer la cohérence de la coopération technique française. Dans le cadre du projet Africa4Climate, mis en œuvre de 2012 à 2017 sur financement de l'AFD et du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), l'accompagnement apporté à la ville de Kampala pour l'élaboration de son plan climat a ouvert la voie à de nouvelles initiatives – par exemple sur l'éclairage public, sur un financement AFD et avec l'appui technique de l'ADEME, l'agence française de la transition écologique.

INTERVIEW

Le projet a créé une dynamique vertueuse

Quels étaient les enjeux d'Africa4Climate ?

S. D. Il s'agissait de définir et mettre en œuvre des stratégies sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques dans quatre pays africains. L'expertise climat française mobilisée par Expertise France a permis d'accompagner le Gabon, le Kenya, l'Ouganda et le Bénin dans l'élaboration de leurs engagements climat pour la COP21. Une ville de chaque pays a également été accompagnée pour démontrer leur rôle dans la mise en œuvre des objectifs nationaux. À Kampala (Ouganda), nous avons accompagné la mairie dans l'élaboration participative de son plan climat, dans le renforcement de ses capacités et dans la mise en œuvre de premières actions « à effet rapide ».



Le projet a-t-il eu des suites ?

S. D. Nous avons pu nouer une vraie relation de confiance, expérimenter et aboutir *in fine* à des projets plus structurants. Par exemple, nous avons proposé à la mairie de candidater à l'initiative *Cities and Climate Change in Africa* (CICLIA). Dans ce cadre, l'AFD soutient, avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'élaboration du schéma directeur d'éclairage public de la ville – un projet au croisement du climat, de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et du développement urbain durable.

Cela inspire-t-il d'autres municipalités ?

S. D. La Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoMSSA), qu'Expertise France accompagne depuis 2019 *via* un projet cofinancé par l'Union européenne, a enclenché une dynamique vertueuse. Kampala est sollicitée pour son expérience et Expertise France est à ses côtés dans cette démarche. La ville partagera par exemple son expérience avec le comté de Kisumu (Kenya) et la ville de Bamako (Mali) dans le cadre du projet CoMSSA.

Avec
Sébastien Denis,
expert climat et
énergie pour le projet
Africa4Climate

INTERVIEW

Le projet au cœur de toutes les activités

Pour mener à bien ses missions, Expertise France s'appuie sur des savoir-faire complémentaires. Un capital humain qui se répartit entre siège et terrain, fonctions opérationnelles et transversales, collaborateurs et experts sectoriels, et que l'agence s'attache à mobiliser avec toujours plus d'efficacité. Le point avec Bénédicte Outhenin Chalandre, directrice des Ressources humaines d'Expertise France.



Avec **Bénédicte Outhenin Chalandre**,
directrice des Ressources
humaines d'Expertise
France

Un chantier important a été lancé en 2019 : celui de la complémentarité des métiers. Quel est son objectif ?

B. O. C. Ce chantier vise, d'une part, à redéfinir les fonctions opérationnelles d'Expertise France et, d'autre part, à améliorer la prise en compte de leurs besoins par les fonctions transversales. En d'autres termes, il s'agit de mettre le projet au cœur de toutes nos activités. À cette fin, un travail de redéfinition des rôles et des responsabilités a été entamé, impliquant des comités métiers. Ces derniers ont également été sollicités sur les perspectives d'évolution des métiers et les plans de développement des compétences à mettre en œuvre.

Nous cherchons également à rapprocher les fonctions transversales du terrain. Cela nous a par exemple conduits à mettre en place une cellule d'appui mutualisé en Tunisie en juin 2019 (voir page 6).

L'intégration au groupe Agence française de développement (AFD) est également un enjeu fort du projet.

B. O. C. En effet. Nous travaillons en parallèle avec la direction des Ressources humaines de

l'AFD pour préparer notre futur rapprochement. Nous avons commencé à élaborer une cartographie des métiers qui permettra, le moment venu, de bâtir une gestion prévisionnelle des emplois commune.

Quels nouveaux outils de travail ont été mis en place en 2019 ?

B. O. C. L'année 2019 a été jalonnée par la mise en place de plusieurs solutions informatiques destinées à optimiser notre fonctionnement. Nous avons notamment instauré une

plateforme de recrutement et de gestion de nos viviers d'experts. Grâce à la CVthèque qu'il contient, cet outil permet de fluidifier considérablement la sélection des profils les plus compétents et l'examen des candidatures par le département des Ressources humaines et par les chargés de projets de la direction des Opérations.

Qu'en est-il de la formation continue des collaborateurs ?

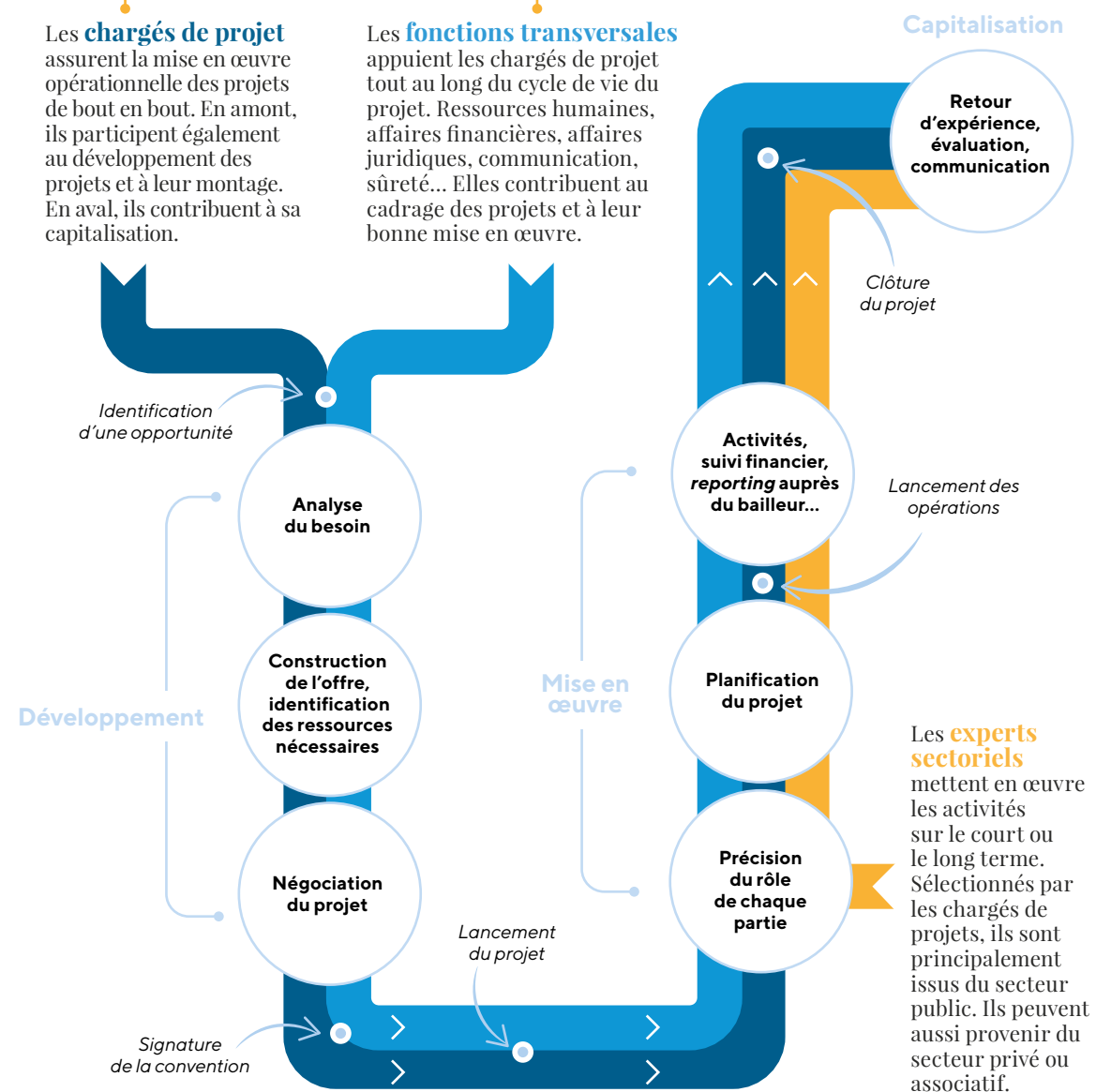
B. O. C. Une plateforme numérique dotée de deux mille quatre cents contenus a été déployée. Ce nouveau dispositif permet aux collaborateurs de l'agence de devenir acteurs de leur propre développement. Il permet également de créer des parcours de formation spécifiques à chaque métier.

En parallèle, nous travaillons à développer les formations internes, portées par des collaborateurs de l'agence. Notre objectif : faire d'Expertise France une organisation apprenante.

+ de
400
salariés
au siège

Cycle de vie du projet : qui fait quoi ?

De l'analyse du besoin à la capitalisation, les interventions d'Expertise France mobilisent trois grands types de métiers, au siège et sur le terrain.





Notre activité

Renforcer la gouvernance des États
P. 36

Stimuler les coopérations internationales
P. 40

Un accès pour tous aux soins de santé
P. 44

Développement durable : entre local et global
P. 50

Accompagner le relèvement des zones fragiles
P. 54

Intervenir au plus proche des populations
P. 58

Renforcer la gouvernance des États

La bonne gouvernance économique et financière est une condition essentielle pour garantir l'efficacité des politiques publiques. Pour renforcer leur conception, leur suivi mais aussi leur évaluation, Expertise France accompagne les pays partenaires dans le développement d'outils et de méthodologies adaptés.

En **Mauritanie**, un appui à la réforme du système de gestion des finances publiques

Au **Burkina Faso**, un guide pour améliorer la transparence budgétaire des communes

En **Afrique francophone**, de nouveaux indicateurs pour mesurer l'atteinte des objectifs de développement durable

Décryptage : Les finances et les données publiques au cœur du dialogue démocratique

INTERVIEW

Soutenir la Mauritanie dans la réforme de ses finances publiques

PARTENAIRE

DGFIP (France)

Depuis 2017, le projet d'appui à la gestion des finances publiques (PAGEFIP) accompagne les autorités mauritaniennes dans un chantier de grande ampleur : la préparation et la mise en œuvre de la nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LOLF).

En quoi la nouvelle LOLF est-elle importante pour la Mauritanie ?

H. B. D. Depuis une quinzaine d'années, la Mauritanie s'efforce de réformer la gestion de ses finances publiques. Dès 2005, le pays a amorcé une démarche pour élaborer un nouveau système budgétaire. Cette initiative est devenue plus concrète en 2012 avec le lancement d'un chantier



Avec **Hedi Ben Doua**, expert budget du PAGEFIP

destiné à élaborer le schéma directeur de la réforme du système de gestion des finances publiques. En parallèle, les autorités ont travaillé sur une première mouture de la LOLF. Des avancées significatives ont été enregistrées, mais elles se sont avérées fragiles : en 2014, une évaluation PEFA (*Public Expenditure and Financial Accountability*) a montré que la gestion des deniers publics avait régressé depuis 2008. La LOLF, adoptée en 2018, établit de nouvelles normes pour la préparation, le vote et l'exécution des lois des finances. Elle apporte une plus grande lisibilité de l'action publique, une responsabilisation accrue des gestionnaires et un meilleur contrôle parlementaire.

Comment s'est déroulé le PAGEFIP jusqu'ici ?

H. B. D. Tout d'abord, nous avons établi un diagnostic de la situation. Nous avons constaté que certains



La nouvelle loi organique relative aux lois des finances de Mauritanie entrera en vigueur en 2021.

prérequis nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle loi organique étaient absents. Par exemple, il n'existait pas vraiment d'outils de préparation budgétaire : cette situation menait à une reconduction systématique du budget précédent et à l'adoption d'une loi rectificative en cours

d'année. Nous nous sommes également rendu compte que les administrations ne communiquaient pas suffisamment entre elles. Si la volonté d'aboutir à une meilleure gouvernance des finances publiques existait bel et bien, il était indispensable d'apporter un appui technique.

À la suite de ce diagnostic, nous avons entrepris de former les agents de l'État. Tout l'enjeu était de les doter des compétences nécessaires pour mener à bien la réforme, mais aussi de faire en sorte qu'ils deviennent autonomes pour conduire les réformes futures. Par ailleurs, la mise en œuvre d'un système budgétaire basé sur la performance impliquait un véritable changement de culture administrative : auparavant, le pilotage de la gestion des finances mauritaniennes se conformait plutôt à une logique de moyens.

Que reste-t-il à accomplir ?

H. B. D. La LOLF entrera en vigueur en 2021. En accord avec l'Union européenne et nos partenaires, nous poursuivrons notre appui technique pour vingt-quatre mois (PAGEFIP 2). Cela permettra de travailler sur la gestion prévisionnelle des compétences des agents de l'État et sur le développement du nouveau système d'information des finances publiques. 📊

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2017
Durée
42 mois
Budget
4 M€

Burkina Faso

Promouvoir le gouvernement ouvert

PARTENAIRE

CFI (France)

Depuis 2017, Expertise France et CFI accompagnent les autorités du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et de Tunisie dans leurs efforts pour améliorer la transparence de l'action publique. Apporté dans le cadre du projet d'appui aux gouvernements ouverts francophones (#PAGOF), ce soutien doit permettre de renforcer la redevabilité des institutions et, par là même, de favoriser la participation des citoyens à la vie publique.

Un guide pour les collectivités locales

Au Burkina Faso, le #PAGOF a par exemple travaillé avec les collectivités territoriales. En lien avec l'Association monde rural-Burkina Faso et l'Association des maires du Burkina Faso, l'équipe projet a cherché à améliorer la façon dont les communes présentent leur budget



Le guide créé dans le cadre du #PAGOF permettra une plus grande transparence budgétaire des communes au Burkina Faso.

Bailleur
AFD
Année de démarrage
2017
Durée
36 mois
Budget
2 M€

aux administrés. Cette démarche a abouti à la rédaction d'un guide de bonnes pratiques pour une meilleure communication des informations budgétaires. Grâce à ce document, les autorités locales pourront mieux rendre compte de la manière dont sont gérés les deniers publics, encourageant un plus grand civisme fiscal de la part de la population.

DÉCRYPTAGE

Un rôle clé pour le dialogue démocratique

Parce qu'elles conditionnent l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, les finances et les statistiques publiques sont un enjeu incontournable pour le développement des États. Leur rôle est encore plus déterminant pour la consolidation des processus démocratiques, puisque ce sont elles qui permettent aux autorités de rendre compte de leurs actions aux citoyens. Pour ces raisons, les thématiques économiques et financières occupent une place importante dans les programmes de coopération français et européens.

Les projets PAGEFIP, #PAGOF et SODDA illustrent la capacité d'Expertise France à accompagner les pays partenaires dans l'amélioration de leur gouvernance économique et financière, et plus globalement dans la conduite des politiques publiques. En lien avec la communauté statistique européenne et les institutions françaises spécialisées dans les finances publiques, l'agence est capable de fournir un appui aux pays qui souhaitent renforcer leur système de finances publiques ou accroître la qualité et l'exactitude de leurs données statistiques.



Le projet SODDA a contribué à évaluer les pertes post-récolte dans trois pays d'Afrique de l'Ouest.

ce défi sur le continent africain à travers le projet d'appui au suivi des objectifs de développement durable en Afrique (SODDA). Mené en partenariat avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le projet mobilise la communauté statistique africaine autour d'Afristat, l'observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne.

L'exemple des bilans alimentaires

En 2019, SODDA a appuyé le Bénin, la Guinée et le Mali dans l'élaboration de leurs bilans alimentaires. À cette fin, un groupe de travail international a été constitué, fédérant les instituts et les écoles statistiques des trois pays autour d'Afristat. Ensemble, les équipes ont pu travailler sur de premiers indicateurs : « Nous avons notamment pu estimer la prévalence de la sous-alimentation et les pertes post-récoltes au Bénin, en Guinée et au Mali », explique Madior Fall, expert technique international mobilisé auprès de la direction générale d'Afristat.

À court terme, ces indicateurs seront utiles pour évaluer la quantité d'aide alimentaire nécessaire en cas de pénurie. À plus long terme, ils permettront également d'élaborer des politiques publiques destinées à renforcer la sécurité alimentaire des populations, contribuant par là même à l'atteinte de l'ODD 2.

Les travaux réalisés ont déjà permis d'identifier des pistes de réflexion. « Le secteur de l'agriculture a besoin d'être soutenu par des investissements dans la recherche et le développement, par la formation de la main-d'œuvre et par les équipements, analyse Madior Fall. C'est essentiel pour accroître la productivité générale du secteur. »

Afrique francophone

Des statistiques plus fiables et plus précises

PARTENAIRES

Insee (France)

Afristat

En 2015, les Nations unies ont adopté dix-sept objectifs de développement durable (ODD) pour répondre aux défis environnementaux, sociaux et économiques qui se posent à l'échelle mondiale. Une ambition qui s'accompagne toutefois d'une condition : pour suivre les actions mises en œuvre et alimenter les indicateurs onusiens, les États doivent disposer d'appareils statistiques fiables et précis.

Depuis 2017, Expertise France contribue à relever

4
indicateurs
alimentaires estimés
au Bénin, en Guinée
et au Mali

Bailleur
MEAE
Année de démarrage
2017
Durée
36 mois
Budget
600 000 €

Stimuler les coopérations internationales

Les seules politiques nationales s'avèrent souvent insuffisantes pour relever des défis qui dépassent les frontières. Face à des enjeux tels que la protection de l'environnement, la gouvernance des migrations ou la lutte contre la criminalité transnationale, il est aujourd'hui indispensable de renforcer la coopération entre les États.

En **Amérique latine**, des coopérations à tous les niveaux face à la criminalité transnationale

Entre le **Maroc et l'Afrique de l'Ouest**, les migrations au service d'un développement partagé

Décryptage : La promotion des coopérations régionales, constante de l'action extérieure européenne

Amérique latine

Lutter contre le crime transnational

PARTENAIRES

FIIAPP (Espagne)

IIA (Italie)

Instituto Camões (Portugal)

Trafics, blanchiment d'argent, cybercrimes... La criminalité organisée prend de multiples formes. Avec l'ouverture des marchés et des frontières mais aussi le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, elle impose également aux États d'approfondir leur coordination. Lancé en 2017, le programme EL PACCTO vise à lutter contre le crime transnational organisé dans dix-huit pays d'Amérique latine. Orienté à la demande, il appuie les pays partenaires dans la mise en place d'instances de coordination. Des outils qui peuvent prendre des formes variées.

À Paso Canoas, une coopération bilatérale renforcée

En 2019, EL PACCTO a notamment accompagné la création d'un centre de coopération policière

dans la ville internationale de Paso Canoas, qui marque la frontière entre le Costa Rica et le Panama. Basée sur le modèle des centres de coopération policière et douanière européens, cette structure rassemble des policiers et agents



Fin 2019, le réseau Jaguar a participé au démantèlement d'un réseau de trafic de faune sauvage entre le Costa Rica et l'Union européenne.

frontaliers des deux pays et contribue à unifier leurs méthodes de travail. « Six mois après son ouverture, le centre a déjà permis de réaliser deux cents interpellations », précise Marc Reina, responsable thématique de la composante Coopération policière du programme. En 2020, des patrouilles binationales seront également constituées : un dispositif qui permettra aux agents d'interpeller les contrevenants de part et d'autre de la frontière.

Vers un dispositif régional d'investigation

À l'échelle régionale, EL PACCTO travaille également à la création d'équipes communes d'enquêtes, directement inspirées des *joint investigation teams* européennes. Cet outil permet à des magistrats et enquêteurs de différents États membres de l'Union européenne de travailler ensemble sur une même affaire. Dans l'optique d'une adaptation du dispositif en Amérique latine, un atelier a été organisé au mois de mars 2019 à La Paz. Ont notamment participé à

cette rencontre les représentants des parquets de la Bolivie, de l'Équateur, du Pérou et de l'Uruguay, ainsi que plusieurs représentants de polices nationales et d'organismes tels qu'Ameripol, l'association des polices d'Amérique latine.

Des échanges interrégionaux avec l'Europe

Instrument de coopération entre l'Amérique latine et l'Union européenne, le réseau Jaguar a été instauré en mai 2019 pour lutter contre la criminalité environnementale. Il réunit aujourd'hui une quinzaine de polices européennes et latino-américaines. En un an d'existence, il a déjà contribué à onze enquêtes internationales. Fin 2019, il a notamment permis de procéder à des arrestations dans le cadre d'une enquête sur le trafic de faune sauvage entre le Costa Rica et l'Union européenne. L'année 2020 devrait donner lieu à une opération conjointe entre les autorités de Guyane et du Brésil pour lutter contre l'orpaillage clandestin qui sévit dans la région. [🔗](#)

11
enquêtes
internationales
ont été menées avec
l'appui du réseau
Jaguar depuis 2019

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2017
Durée
60 mois
Budget
19 M€

Maroc-Afrique de l'Ouest

“Les migrations, vecteur de développement pour les États du Sud”

PARTENAIRE

GIZ (Allemagne)

Depuis plusieurs années, le Maroc cherche à raffermir ses liens économiques, politiques et humains avec les pays d'Afrique de l'Ouest. Avec l'appui du projet Coopération Sud-Sud en matière de migration, le royaume chérifien renforce son partenariat avec trois États de la sous-région – le Sénégal, le Mali et la Côte d'Ivoire – pour mettre en avant les atouts d'une gouvernance concertée des migrations.

Pour alimenter ce dialogue Sud-Sud, le ministère des Marocains résidant à l'étranger met à disposition de ses partenaires sa riche expérience sur la thématique migratoire ainsi qu'un précieux savoir-faire valorisé dans le cadre du projet SHARAKA, mis en œuvre par Expertise France de 2014 à 2017.



Par **Gilles Cressan**, conseiller technique au Sénégal pour le projet Coopération Sud-Sud

À l'origine du projet : un travail sur les diasporas

Via SHARAKA, Expertise France avait accompagné le Maroc dans le déploiement de sa nouvelle politique migratoire, agissant auprès de l'administration centrale mais également dans les territoires d'origine de la nombreuse diaspora marocaine. L'agence a soutenu l'Oriental à travers le projet pilote PRIMO, qui visait à renforcer les liens entre cette région de l'extrême nord-est du pays et les ressortissants installés à l'étranger. L'objectif était d'encourager les investissements en provenance de la diaspora – levier essentiel pour l'économie locale – mais aussi de faciliter l'accès des migrants de retour aux services sociaux de base. PRIMO a permis d'enclencher une coopération décentralisée avec la région de Kayes, au Mali, confrontée à des enjeux migratoires semblables à ceux de l'Oriental.

Les autorités marocaines ont souhaité prolonger cette coopération avec

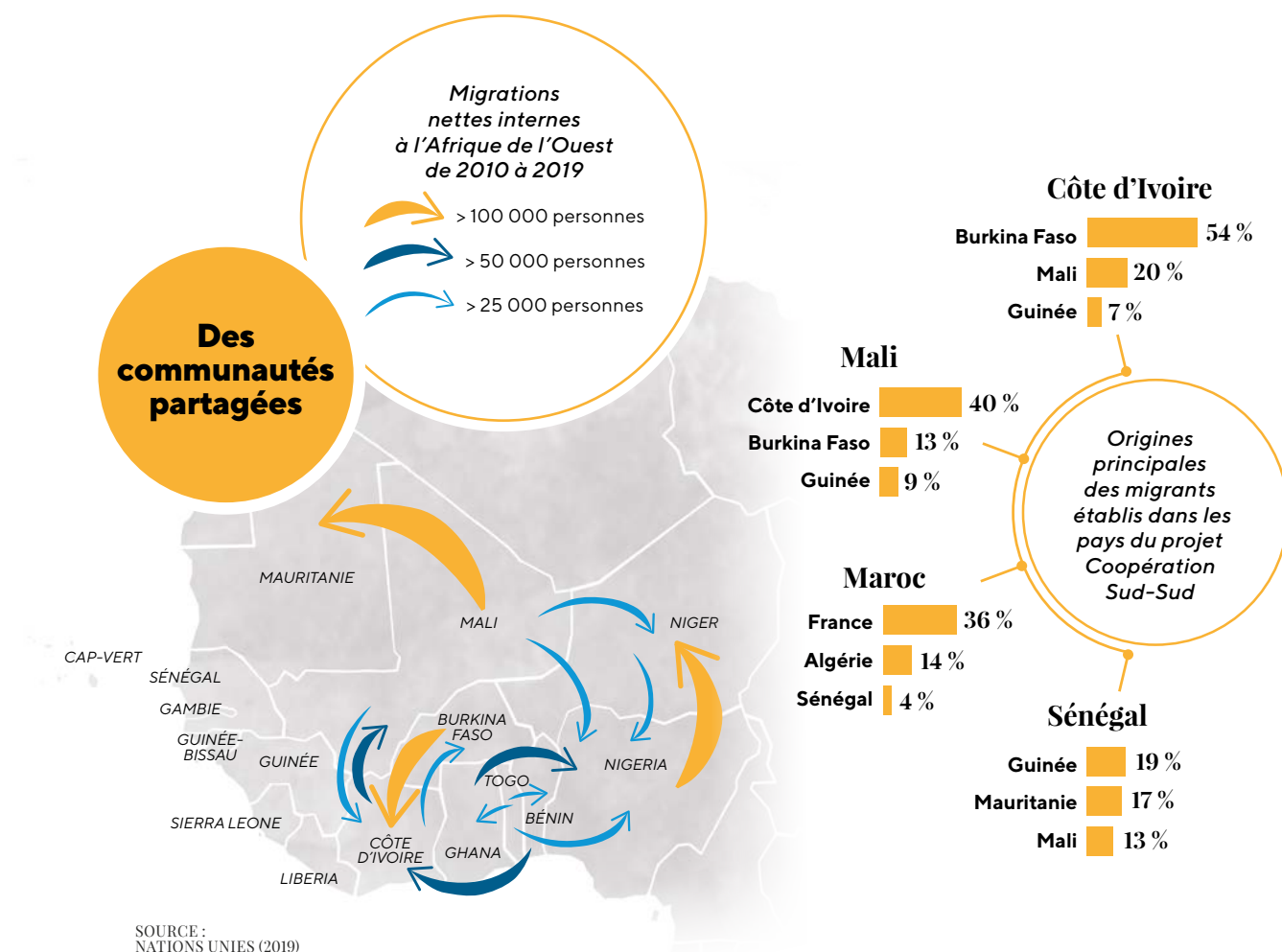
DÉCRYPTAGE

Des coopérations soutenues par l'Europe

À travers son action extérieure, l'Union européenne favorise le partage de bonnes pratiques et le développement d'outils communs entre les États. Pionnière en matière de coopération régionale, elle considère que renforcer la collaboration entre les pays est indispensable pour apporter une réponse efficace aux enjeux transnationaux.

L'Union européenne finance des projets et des programmes de coopération dans de nombreux domaines, de la cohésion sociale à l'environnement en passant par la santé. En 2016, elle a par exemple lancé EUROsociAL+, troisième phase du programme

EUROsociAL, afin de renforcer la cohésion sociale dans dix-huit pays d'Amérique latine. En 2018, elle a entre autres initié MEDISAFE, un projet destiné à accompagner onze États du continent africain dans leur lutte contre les médicaments falsifiés. Enfin, depuis 2019, l'Union européenne appuie la réduction des déchets plastiques et marins ainsi que la transition vers une économie circulaire dans sept pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est en finançant le projet *Rethinking Plastics – Circular Economy Solutions to Marine Litter*. Expertise France participe à la mise en œuvre de ces trois initiatives.



l'Afrique de l'Ouest à travers un projet plus ambitieux, qui déploierait un certain nombre d'outils expérimentés sur SHARAKA pour favoriser la mise en œuvre d'une gouvernance migratoire à l'échelle régionale.

La nécessité d'une gouvernance régionale

Car le Maroc n'est pas seulement un pays d'émigration : c'est aussi un pays de transit et d'accueil, notamment pour les migrants en provenance d'Afrique de l'Ouest. Dans un contexte où plus de 70 % des migrations africaines se font au sein du continent, tout l'enjeu du projet Coopération Sud-Sud est de favoriser la coopération et l'échange de bonnes pratiques entre les quatre États partenaires. Depuis le lancement du projet

en 2019, de nombreuses actions ont été lancées à l'initiative des institutions partenaires des quatre pays dans les domaines de la protection des migrants et de la mobilité Sud-Sud, ainsi que pour accompagner les initiatives socio-économiques de la diaspora en direction de leur pays d'origine.

En favorisant le dialogue entre les pays, à travers l'élaboration d'actions co-construites, le projet participe à la mise en place d'une vision partagée de la gouvernance migratoire entre les quatre pays qui devra bénéficier à la fois aux migrants, aux pays d'accueil et aux pays d'origine. **G.C.**

+ de
70%
des migrations
africaines se font
au sein du continent

Bailleurs
Union européenne,
Allemagne
Année de démarrage
2019
Durée
36 mois
Budget
4,1 M€

Un accès pour tous aux soins de santé

Renforcement des systèmes de santé, lutte contre les pandémies, couverture santé universelle...

Expertise France appuie les pays partenaires dans la mise en place d'offres de soins complètes, structurées et accessibles au plus grand nombre. Elle répond à leurs côtés aux multiples défis de la crise de Covid-19.

L'Initiative, une facilité pour appuyer les acteurs de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Au **Maroc**, un jumelage européen pour étendre la couverture médicale de base à toute la population

En **Afrique subsaharienne**, un projet pour améliorer le suivi des personnes vivant avec le VIH/sida

Face au Covid-19, une stratégie en trois étapes pour accompagner des pays partenaires

Monde

L'Initiative, au cœur de la lutte contre les grandes pandémies

Depuis 2011, Expertise France met en œuvre L'Initiative (ex-Initiative 5%), un dispositif clé dans l'action française en santé mondiale. Financée par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, cette facilité est complémentaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Les missions d'assistance technique qu'elle mène et les projets qu'elle accompagne améliorent l'accès et la mise en œuvre des subventions du Fonds. Ils renforcent également les systèmes de santé des pays bénéficiaires et favorisent l'inclusion de la société civile.

Renforcer les institutions nationales

L'Initiative intervient aux côtés d'une grande diversité d'acteurs. Ses partenaires

40
pays

sont éligibles
à un appui
de L'Initiative

Bailleur
MEAE
Année de démarrage
2011
Budget
38,8 M€ par an

institutionnels incluent notamment les instances de coordination nationale. Relais du Fonds mondial dans les pays, ces structures jouent un rôle incontournable : ce sont elles qui transmettent les demandes de financements au Fonds, désignent leurs bénéficiaires principaux une fois les subventions accordées et supervisent leur mise en œuvre. L'Initiative les appuie, entre autres, dans le renforcement de leur gouvernance et de leurs capacités de gestion.

Soutenir les acteurs de la société civile

Groupes communautaires, ONG locales, réseaux de personnes vivant avec les maladies... L'Initiative s'engage également auprès des représentants de



Pour lutter contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, L'Initiative fait de l'appui aux acteurs communautaires une priorité.

la société civile. Des partenaires essentiels : en venant en aide aux populations clés et vulnérables, et en les représentant à tous les niveaux, ils font le lien entre les politiques publiques et le terrain. L'Initiative leur apporte une assistance technique dans des domaines tels que la mobilisation des ressources, la gestion financière ou la gestion des ressources humaines.

Stimuler la recherche opérationnelle

La recherche opérationnelle joue un rôle fondamental dans la lutte contre les grandes pandémies. Elle permet de tester des approches innovantes en matière de prévention, de dépistage, de suivi... Elle participe aussi à l'élaboration de stratégies et de politiques publiques adaptées à la situation de chaque pays. Forte de ce constat, L'Initiative lance chaque année depuis 2018 un appel à propositions spécifiquement dédié à la recherche opérationnelle. En 2019, trois projets de ce type ont été sélectionnés. Ils contribueront à renforcer la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Laos dans les trois prochaines années.

Un exemple : le projet TB-Speed

Depuis 2017, L'Initiative cofinance avec Unitaïd le projet de recherche opérationnelle *TB-Speed*. Son objectif : systématiser le diagnostic de la tuberculose chez les enfants vulnérables et faciliter leur accès au traitement dans sept pays d'Afrique et d'Asie. Difficile à établir chez l'enfant, le diagnostic de la tuberculose requiert des examens invasifs rarement disponibles dans les centres de santé de proximité. Le projet, mené sous l'égide de l'université de Bordeaux, vise à établir une méthodologie de dépistage simplifiée. Plus de soixante-dix mille enfants devraient en bénéficier. [🔗](#)

INTERVIEW

Renforcer la couverture médicale de base au Maroc

De 2018 à 2020, Expertise France a assuré la gestion d'un jumelage Maroc-Union européenne pour le compte du ministère des Solidarités et de la Santé français. L'initiative était consacrée au renforcement de la gouvernance de l'Agence nationale d'assurance maladie (ANAM) et au suivi de la couverture médicale de base au Maroc.

En quoi ce jumelage a-t-il contribué au renforcement de votre institution ?

N. E. M. Quinze ans après la mise en place de la couverture médicale de base au Maroc, le jumelage a été pour l'ANAM une opportunité de renforcer ses capacités en matière de gouvernance, de système d'information



Avec le docteur
Naoufel El Malhouf,
directeur du
Conventionnement
et de la Normalisation
à l'ANAM

et d'outils de régulation. Ces leviers sont indispensables pour étendre la couverture médicale à l'ensemble de la population, chantier dans lequel le Maroc s'est engagé.

Comment s'est déroulé le projet ?

N. E. M. Il était nécessaire de dresser un diagnostic et un état des lieux exhaustif. Avec l'appui des experts français mobilisés, l'ANAM a pu identifier efficacement les champs d'intervention les plus pertinents à cibler. L'opérationnalisation s'est

faite dans le cadre d'ateliers d'échanges et de concertation, animés par des experts en la matière. Ces réflexions ont débouché sur des plans d'action censés accompagner l'ANAM dans la mise en œuvre de sa stratégie 2020-2024.

Quels sont les principaux chantiers à venir pour l'ANAM ?

N. E. M. L'ANAM dispose désormais d'une stratégie ambitieuse qui prend en compte l'évolution du paysage de la couverture médicale de base dans notre pays. L'agence vise notamment à occuper pleinement sa place de régulateur sur ce sujet. C'est pour cela qu'elle s'est engagée à concrétiser des projets structurants concernant l'extension de la couverture médicale de base, l'élaboration de mesures de maîtrise médicalisée des dépenses à la fois innovantes et pertinentes, la mise en place d'un système d'information global et interconnecté ainsi que la refonte du dispositif réglementaire régissant la couverture médicale de base. 📌

Objectif : 90 % de couverture d'ici 2025

Dispositifs de couverture médicale de base au Maroc

Régime d'assistance médicale (RAMED)
31 %

Assurance maladie obligatoire (AMO)
28,8 %
de la population

Régimes spéciaux (forces armées, etc.)
9 %

Population non couverte
31,2 %

SOURCE : ANAM (2018)

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2018
Durée
24 mois
Budget
1,05 M€

Afrique subsaharienne

VIH/sida : un meilleur suivi pour personnes séropositives

PARTENAIRES

Solthis
Sidaction
ANRS (France)

Mis en œuvre aux côtés de Solthis, de Sidaction et de l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS), le projet OPP-ERA a contribué à améliorer le suivi des personnes vivant avec le VIH/sida dans quatre pays d'Afrique : le Cameroun, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Burundi. Sa stratégie : favoriser l'utilisation de plateformes polyvalentes ouvertes, outils grâce auxquels les personnes infectées peuvent bénéficier d'un test de charge virale.

Mesurer l'efficacité des traitements

De 2013 à 2019, plus de deux cent mille tests de charge virale ont été réalisés dans le cadre d'OPP-ERA. Une contribution essentielle pour la lutte contre le VIH/sida : ces tests, qui mesurent la quantité de virus présente dans le sang, permettent en effet de suivre l'efficacité des traitements sur les patients. Ils sont également un indicateur clé dans le cadre de la stratégie « 90-90-90 » fixée par le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Celle-ci vise notamment à ce que 90 % des personnes recevant un



Les plateformes polyvalentes ouvertes permettent de tester la charge virale des personnes vivant avec le VIH/sida.

traitement antirétroviral aient une charge virale durablement supprimée d'ici fin 2020.

Diffuser les bonnes pratiques

+ de
80%
des patients
avec une charge virale supprimée grâce à OPP-ERA

Bailleur
Unitaid
Année de démarrage
2013
Durée
70 mois
Budget
14,7 M€

À l'issue du projet, deux documents stratégiques ont été réalisés pour partager de bonnes pratiques : un guide pour l'opérationnalisation de la charge virale, présentant soixante retours d'expérience, et une boîte à outils, rassemblant quatre-vingt-dix documents types et fiches pratiques. « *Le seul choix d'une solution technique ne pouvait suffire*, précise Louis Pizarro, ancien directeur général de Solthis. *Il fallait aussi créer les conditions nécessaires à sa réalisation. C'est ce que nous avons voulu détailler dans ces outils à l'attention de tous les acteurs de la charge virale.* » Accessibles en ligne, les deux documents constituent un référentiel utile pour étendre la mesure de la charge virale et assurer son efficacité. 📌

Ensemble face au Covid-19

Préserver les systèmes de santé de base



Par **Caroline Comiti**, responsable du pôle Appui technique et transversal du département Santé d'Expertise France

Alors qu'ils ne disposent que de systèmes de santé fragiles, de nombreux États d'Afrique francophone voient la pandémie de Covid-19 s'ajouter à d'autres défis sanitaires déjà bien présents. Dès lors, préserver et protéger ces systèmes et services essentiels de santé est une nécessité : leur désorganisation pourrait engendrer une méfiance des populations à l'égard des structures de soins, nuire à la prise en charge d'autres maladies et vulnérabilités et donc faire

régresser l'accès aux soins. Face à la pandémie, Expertise France se mobilise pour accompagner les pays partenaires dans la définition de réponses adaptées, que ce soit dans le cadre de la plateforme Covid-Santé/EF ou de projets comme L'Initiative. Grâce à son réseau d'experts sur le terrain et au siège, ainsi qu'au lien qu'elle fait entre bailleurs et bénéficiaires, Expertise France contribue à la définition de réponses fondées sur les besoins constatés, sans qu'il s'agisse nécessairement des mêmes que celles apportées en Europe. **C.C.**

Soutenir la relance économique



Par **Séverine Peters-Desteract**, responsable du pôle Intégration régionale et Facilitation des affaires du département Gouvernance économique et financière d'Expertise France

Chute du cours du pétrole, ralentissement du tourisme... La pandémie de Covid-19 a des conséquences économiques et sociales qui touchent de plein fouet le continent africain. Si la situation n'est pas homogène, la baisse de la croissance vient partout limiter les capacités d'intervention des États et fragiliser les acteurs économiques. En complément des mesures d'urgence prises par le Fonds monétaire international, des prêts et dons d'urgence des banques de développement et de l'appel à un moratoire sur la dette, il est essentiel de pouvoir accompagner les États dans la mise en œuvre des dispositifs

qui ont été prévus pour atténuer les effets de la crise sur le tissu économique et sur les populations les plus fragiles. Expertise France se propose, au sein de l'Équipe France, d'apporter un appui technique dans les champs économique et financier aux pays d'Afrique francophone. Cette assistance, mobilisable sur demande, vise à soutenir les États dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de soutien au secteur privé et, plus largement, de relance économique. Elle cible notamment les questions fiscales et douanières, la gestion budgétaire, l'exécution de la dépense publique et l'appui aux entreprises en difficulté. **S.P.-D.**

Une réponse en trois temps

Dans les pays partenaires, la pandémie de Covid-19 est venue s'ajouter à des défis sanitaires déjà importants. Pour répondre à l'urgence tout en préparant l'avenir, Expertise France met en œuvre une solution en trois étapes.



Répondre à l'urgence

Aux côtés des autres membres de l'Équipe France et de l'Équipe Europe, Expertise France a apporté un appui rapide aux pays partenaires dans le cadre des projets qu'elle met en œuvre. Des équipements et intrants ont été livrés : masques, gel hydroalcoolique... En parallèle, des actions de sensibilisation, des formations et des échanges de bonnes pratiques sur la gestion de la crise sanitaire et de ses conséquences ont également été menées. Objectif : limiter l'impact du virus le temps de structurer un appui plus conséquent.



Appuyer les pays partenaires

Dans le cadre de l'initiative « Covid-19 – Santé en commun » portée par l'Agence française de développement (AFD), Expertise France a mis en place une plateforme d'assistance technique. Elle met à la disposition des pays partenaires une documentation fiable et propose un appui à la réorganisation des projets de coopération en cours auprès des bailleurs. Elle est complémentaire de l'appui apporté par d'autres projets tels que L'Initiative (voir pages 44-45), qui a adapté ses modalités d'action avec une orientation Covid-19.



Atténuer les effets de la crise

À moyen terme, l'enjeu sera également de limiter les impacts économiques et sociaux de la crise. Dans cette optique, Expertise France est en mesure de fournir une assistance technique aux pays partenaires. En lien avec l'AFD, l'Équipe France et les administrations françaises concernées, l'agence peut intervenir en complétant les appuis octroyés dans le cadre des projets existants (par exemple, la facilité européenne SOCIEUX+) ou en apportant des accompagnements supplémentaires.

Développement durable : entre local et global

Agir en faveur de l'environnement implique de travailler simultanément à différents niveaux. Dans ses zones d'intervention, Expertise France soutient les initiatives locales porteuses de bonnes pratiques. Un ancrage qui lui permet, en parallèle, de prendre part à la construction d'accords internationaux ambitieux.

Dans le monde, une campagne pour mobiliser les jeunes en faveur de la protection de la biodiversité

En **Amérique latine,** des échanges entre communautés sur les modèles de gestion forestière

En **Afrique de l'Ouest,** un appui régional pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Décryptage : Du local à l'international, des projets qui s'enrichissent mutuellement

Monde

Biodiversité : préparer le Sommet de Kunming

Expertise France a été sélectionnée par la Commission européenne pour l'accompagner dans le processus de préparation de la quinzième Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique (COP15) qui se déroulera en 2021 à Kunming (Chine). Pour répondre à cet appel, l'agence a conçu le projet *Post-2020 Biodiversity Framework – EU Support*. Son objectif : faciliter le dialogue entre les parties prenantes (États, secteur privé, organisations de la société civile...) pour l'adoption d'un cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 qui soit ambitieux et transformatif.

Mobiliser les jeunes du monde entier

Pour cela, le projet mise sur la mobilisation d'acteurs clés : les villes et les gouvernements locaux via le Conseil international

pour les initiatives écologiques locales (ICLEI), des ONG internationales, mais aussi des organisations et mouvements de jeunes. Aux côtés du Global Youth Biodiversity Network (GYBN), Expertise France coordonne par exemple la campagne « #BiodiversityNeedsYouTH » qui a conduit, en novembre 2019, à la tenue d'un dialogue entre leaders de l'action environnementale (*Youth Leadership Dialogue*).

Un espace de réflexion commun

Pendant une semaine, des représentants de plus de vingt organisations et mouvements de jeunes se sont rencontrés au siège de l'Unesco, à Paris. Ensemble, ils ont élaboré un projet de feuille de route commune pour faire entendre la voix de la jeunesse, ses préoccupations et ses espoirs

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2018
Durée
36 mois
Budget
4,5 M€



Le GYBN était présent à l'édition 2019 du Forum de Paris sur la paix pour faire entendre la voix de la jeunesse.

pour un avenir en harmonie avec la nature. « Cet atelier a offert un espace de réflexion et de coordination collaboratives entre des acteurs qui n'ont pas l'occasion d'interagir dans d'autres contextes, explique Melina Sakiyama, coordinatrice du programme Youth Voices pour le GYBN. Il a permis aux jeunes d'unir leurs voix pour interpeller les décideurs politiques sur les questions liées à la biodiversité, au sein comme en marge de la Convention sur la diversité biologique. » Ce dialogue a donné le départ à une série de partenariats et d'activités avec des représentants de jeunes au-delà de la communauté de la biodiversité, vers une mobilisation commune sur le chemin de Kunming. »

DÉCRYPTAGE

Des approches complémentaires

En matière de développement durable, actions locales et globales s'alimentent mutuellement. Aux niveaux national et local, Expertise France accompagne la mise en œuvre des engagements climat pris par les États ainsi que le partage de bonnes pratiques. L'agence fournit également un appui institutionnel, méthodologique et opérationnel aux institutions

régionales, par exemple en Afrique de l'Ouest (voir page 53), tout en contribuant à la valorisation et au partage d'initiatives innovantes entre pays, comme en Amérique latine (voir page 52). Forte de sa présence sur le terrain, Expertise France participe par ailleurs à la préparation d'accords internationaux, par exemple dans le domaine de la biodiversité.

INTERVIEW

Des solutions locales pour le climat en Amérique latine

PARTENAIRES

GIZ (Allemagne)
AFD (France)
AECID (Espagne)
FIIAPP (Espagne)
ONU Environnement
CEPALC



Avec **Imène Ben Rabat**,
chargée de projets chez
Expertise France

Le programme EUROCLIMA+ accompagne dix-huit pays d'Amérique latine pour faire face aux changements climatiques. Dans le cadre de sa composante Forêts, biodiversité et écosystèmes, Expertise France et la GIZ ont sélectionné neuf projets innovants en 2019. Parmi eux : un projet pilote de l'ONG néerlandaise ICCO Cooperation, visant à promouvoir le modèle de gestion forestière communautaire adopté dans la réserve de biosphère Maya au Guatemala.

Quel savoir-faire ICCO Cooperation cherche-t-elle à promouvoir ?

I. B. R. Plutôt que d'exploiter le bois de façon non raisonnée, les communautés qui vivent au sein de la réserve de biosphère Maya ont développé des chaînes de valeur de produits non ligneux comme le xate, un palmier nain dont les feuilles sont prisées en composition florale. Ce modèle permet non seulement de préserver les forêts, mais aussi d'améliorer les conditions de vie des communautés et de renforcer leurs capacités. Il confère également un rôle important aux

femmes. Une partie des bénéfices est par ailleurs réinvestie dans la mise en place de patrouilles anti-incendie et la protection de la biodiversité.

En quoi consiste l'appui d'Expertise France ?

I. B. R. Comme les autres projets sélectionnés, cette initiative est porteuse d'une réelle solution pour le climat. Notre rôle est de faire connaître ces solutions novatrices et de faire en sorte qu'elles puissent être répliquées ailleurs, là où elles sont pertinentes. Dans le cas du projet d'ICCO Cooperation, l'expérience a été partagée avec des communautés du Salvador, du Honduras et de Colombie.

Pourquoi était-il important de partager cette pratique ?

I. B. R. En Amérique latine, de nombreuses communautés sont confrontées au même enjeu : trouver un équilibre entre conservation des forêts et utilisation des ressources. Le modèle adopté dans la réserve de biosphère Maya prouve que c'est possible. Permettre des activités qui soutiennent les moyens de subsistance locaux est un moyen efficace et durable pour inciter les populations à conserver les forêts. Rendre accessible ce savoir-faire contribue à l'effort collectif nécessaire pour faire face à cet enjeu planétaire.

(*) Pour la composante Forêts, biodiversité et écosystèmes (dont 11 M€ délégués à Expertise France)

9
projets

porteurs de solutions
pour le climat
sélectionnés en 2019

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2016
Durée
52 mois
Budget
13 M€*

Afrique de l'Ouest

Mettre en œuvre l'Accord de Paris

PARTENAIRES

CEDEAO
CILSS

Lancé en 2017, le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest appuie la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Misant sur les leviers régionaux d'intervention, il vise plus particulièrement à renforcer les capacités des deux institutions et à faire émerger des solutions de terrain innovantes pour renforcer la résilience des acteurs agricoles et ruraux face aux changements climatiques.

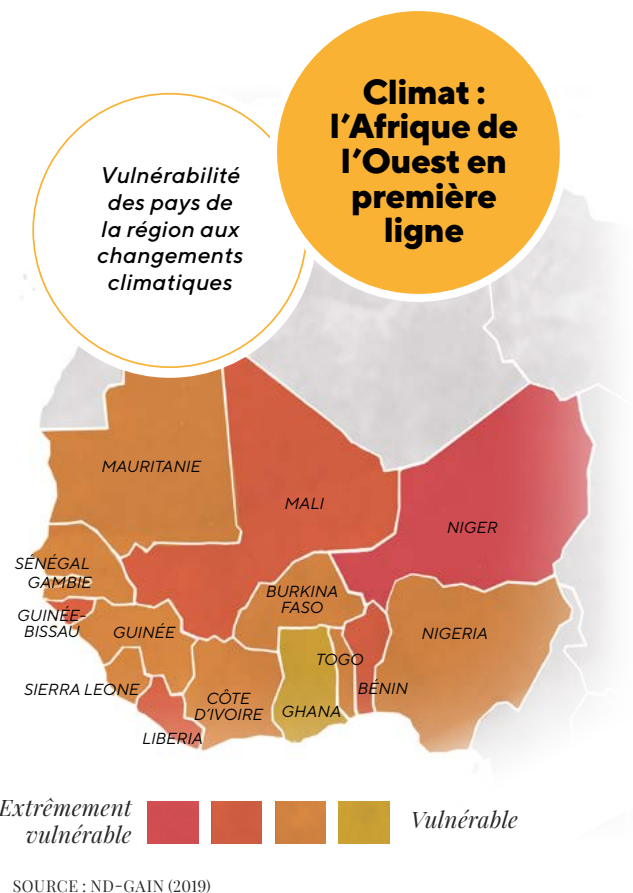
Une approche régionale

La CEDEAO joue un rôle essentiel à cet égard. « En tant qu'organisation régionale, nous facilitons le rapprochement des points de vue d'États aux problématiques différentes », explique Alain Sy Traoré, directeur de l'Agriculture et du Développement rural au sein de la Commission de la CEDEAO.

Pour assurer ce rôle moteur, l'organisation bénéficie de l'appui du projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, financé par l'Union européenne. Le projet a d'ores et déjà identifié plusieurs priorités pour la région et établi un plan d'action. Celui-ci prévoit notamment de faciliter l'accès aux financements climat aux niveaux régional et national, d'apporter un appui à la traduction des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans les politiques publiques ou encore d'augmenter l'offre régionale de formations diplômantes ayant trait aux changements climatiques.

Un appui complémentaire d'autres projets

Cette démarche s'inscrit en cohérence avec d'autres projets visant à opérationnaliser l'Accord de Paris et dans lesquels est impliquée



Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2017
Durée
60 mois
Budget
12,1 M€

Expertise France – le programme EUROCLIMA+ et la facilité Adapt'Action de l'Agence française de développement (AFD) en particulier. Dans le cadre d'Adapt'Action, Expertise France accompagne une organisation régionale et treize pays vulnérables aux changements climatiques – dont cinq de la CEDEAO – dans l'atteinte de leurs engagements pris en 2015.

Accompagner le relèvement des zones fragiles

Agence de terrain, Expertise France est en mesure d'intervenir rapidement dans des zones fragiles, aux côtés des autorités locales et des organisations de la société civile. Pour un impact durable, l'agence privilégie les approches multidimensionnelles mêlant par exemple infrastructures, renforcement de la cohésion sociale et soutien à l'activité économique.

En **Centrafrique**, un projet pilote en régions pour construire la paix et relancer l'activité

En **Libye**, la relance de l'économie passe par un soutien à l'écosystème de l'entrepreneuriat

En **Irak**, des projets pour mobiliser la jeunesse, principale force de reconstruction du pays

République centrafricaine

Bâtir la paix dans les territoires

PARTENAIRES

CFI (France)

ASF Belgique

Depuis son indépendance en 1960, la République centrafricaine a connu plusieurs crises politico-militaires qui ont entravé son développement économique et social. Marqué par une forte instabilité, le pays possède l'un des indices de développement humain les plus faibles du monde. Pour contribuer à son relèvement et à sa stabilisation, Expertise France a conduit de 2016 à 2019 un projet pilote en régions. « L'idée était d'intervenir hors de la capitale et avec une approche intégrée et transversale, explique Sébastien Dupuis, chargé de projets chez Expertise France. Avec nos partenaires, nous avons choisi de nous concentrer sur la préfecture de Mambéré-Kadéï, à l'ouest du pays. »

Rétablir la présence de l'État en régions

Au démarrage du projet, près de 80 % du territoire était hors contrôle de l'État. Son



Les activités de sensibilisation ont contribué à rétablir le dialogue social en Centrafrique.

autorité se limitait pour l'essentiel à la seule ville de Bangui. L'un des enjeux était donc de soutenir le redéploiement des pouvoirs publics dans les territoires. Pour ce faire, des bâtiments administratifs ont été construits ou réhabilités

et dotés en équipements bureautiques et informatiques. Pour renforcer les capacités des autorités locales, des formations ont également été organisées à Berberati, le chef-lieu de la Mambéré-Kadéï. Regroupant préfets, sous-préfets, agents de l'État mais aussi présidents de délégations spéciales (maires), elles ont permis de transmettre aux fonctionnaires les outils nécessaires pour améliorer la gestion quotidienne des services à la population et administrer les structures déconcentrées avec transparence et efficacité.

Renforcer la cohésion sociale

Autre enjeu du projet : l'apaisement des tensions communautaires. Pour favoriser le dialogue au sein de la population, un large panel d'actions ont été menées. Des activités de sensibilisation ont été organisées pour déconstruire les stéréotypes communautaires. Des agents de sensibilisation, déployés dans le cadre du processus de paix, ont été formés. Les capacités des chefs de quartier et de village

ont été renforcées. En parallèle, Avocats sans frontières Belgique, partenaire du projet, a assuré la promotion de modes alternatifs de règlement des conflits pour limiter l'impunité ou le recours à la justice privée.

Relais incontournable, les radios communautaires locales ont elles aussi été impliquées. En lien avec l'Association des radios communautaires (ARC), elles ont été accompagnées par l'opérateur français CFI pour assurer leur rôle d'information auprès des populations : formations, appui dans la réalisation d'émissions, fourniture d'équipements...

Un soutien technique aux initiatives locales

Enfin, en appui des décideurs locaux, Expertise France a accompagné des porteurs d'initiatives pour la relance économique locale. Dix associations communautaires ont bénéficié d'un appui technique pour la gestion de structure, ainsi que pour l'élaboration de projet et de modèle économique.

6
radios locales
appuyées pour
favoriser le dialogue
social en Centrafrique

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2016
Durée
38 mois
Budget
3,7 M€

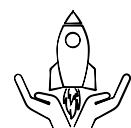
La Libye sur le chemin de la croissance

L'appui à l'entrepreneuriat est un levier essentiel pour renforcer la stabilité des zones fragiles. Dans cette optique, en Libye, Expertise France et ses partenaires accompagnent la structuration de l'écosystème de l'entrepreneuriat grâce à des projets aux orientations complémentaires.



Améliorer l'environnement des affaires

Financé par l'Union européenne, le projet EU4PSL vise à améliorer l'environnement des affaires dans le pays. Expertise France accompagne par exemple les ministères libyens de l'Économie et des Finances dans la mise en place d'un guichet unique, destiné à regrouper les formalités administratives qui incombent aux entreprises. Un guichet d'aide à l'export est également en développement pour faciliter l'accès aux marchés étrangers.



Encourager l'initiative économique

De 2016 à 2020, le projet européen SLEIDSE a contribué à constituer la plus importante communauté d'entrepreneurs du pays. Elle permet à plus de cent vingt mille membres actifs sur Facebook de se conseiller et de développer leur réseau. SLEIDSE a aussi soutenu la formation des entrepreneurs. Il a par exemple permis d'ouvrir une école de code à Janzour, initiative qui sera prolongée dans quatre autres villes via le projet Raqam-E sur financement français. De son côté, le projet STREAM a permis, sur financement britannique, de créer un incubateur pour soutenir le développement des start-up libyennes.



Faciliter l'accès aux financements

Fin 2019, Expertise France et la banque libyenne ATIB ont lancé Namaa Tamweel, la première institution de microfinance en Libye. Mise en place dans le cadre du projet MFI, financé par le Royaume-Uni, Namaa Tamweel octroie aux artisans et aux petites entreprises des prêts dont le montant peut atteindre 25 000 dinars (environ 16 000 euros) sur deux ans. À terme, cette offre sera doublée de services non financiers tels qu'un appui en matière de développement commercial ou de gestion d'entreprise.

“Grâce à SLEIDSE, une scène start-up émerge en Libye”

Alexandre Chatillon-Mounier, chef de programme Libye au département Gouvernance économique et financière d'Expertise France

Irak

La jeunesse au cœur de la reconstruction



Le 7 octobre 2019, Expertise France a inauguré son bureau en Irak avec l'appui du Centre de crise et soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Une implantation qui lui permet de participer à la reconstruction du pays, en misant notamment sur la jeunesse.

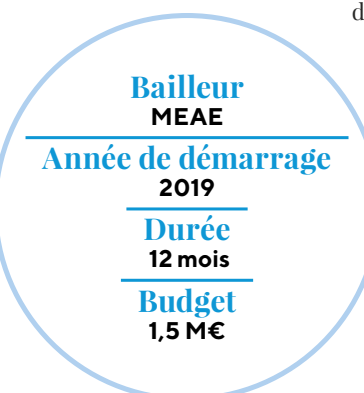
Stimuler les projets étudiants

En 2019, l'agence a notamment mis en œuvre un projet d'appui aux universités de Mossoul et de Ninive, qui ont rouvert après la libération de Mossoul en 2017. En parallèle des travaux de rénovation entrepris sous l'égide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Expertise France

Les lauréats du Mosul Student Contest ont présenté leurs projets à l'Institut culturel franco-irakien de Mossoul en octobre 2019.

contribue à redynamiser la vie de campus et à développer la culture d'entreprendre des étudiants. L'année a par exemple été marquée par l'organisation d'un concours, le « Mosul Student Contest », destiné à encourager les initiatives étudiantes en faveur de l'emploi, de la culture et de l'engagement civique. Plus de vingt projets ont été sélectionnés, à l'instar du site web Working With Us qui s'attache à rapprocher employeurs et demandeurs d'emploi, ou de l'application mobile Graduate Tracking, qui contribue à la création d'un réseau d'anciens élèves.

Le succès du projet a permis à Expertise France de mobiliser un financement additionnel de l'Union européenne qui permettra de promouvoir l'emploi, la création d'entreprises et l'engagement civique des jeunes à Mossoul (projet Yanhad).



“Apporter les premiers dividendes de la paix”



Par Laurent Marion, responsable du pôle Stabilisation et Résilience d'Expertise France

Les projets de stabilisation menés par Expertise France partagent la même approche : nous intervenons rapidement, dans des contextes post-crise, et visons l'atteinte de résultats tangibles sur un temps court. L'idée est de contribuer à restaurer la confiance des populations à l'égard de l'État en apportant, le plus vite possible, les premiers dividendes de la paix. Expertise France privilégie les approches plurisectorielles : nous agissons simultanément sur plusieurs déterminants d'une même

crise tout en suivant un fil directeur principal – la jeunesse en Irak ou le redéploiement des services de l'État en République centrafricaine, par exemple – pour une plus grande cohérence de notre action. Dans ce cadre, l'agence est capable de mobiliser les expertises techniques de ses départements et joue ainsi pleinement son rôle d'ensemblier, en collaboration étroite avec le Centre de crise et de soutien (voir page 27) et avec l'Agence française de développement (AFD) pour une approche globale des crises. L. M.

Intervenir au plus proche des populations

En appuyant les pays partenaires dans l'amélioration de leurs services publics, Expertise France concourt à l'instauration de meilleures conditions de vie pour les populations. Illustrations dans le domaine des secours, de la santé et de l'accès aux services de l'État.

En **Côte d'Ivoire**, un projet complet pour mieux protéger les populations en régions

Au **Burkina Faso**, la sécurité des soins renforcée dans une vingtaine d'hôpitaux

Au **Vietnam**, un portail web pour faciliter l'accès des populations aux services publics

Côte d'Ivoire

Renforcer les capacités de la protection civile

PARTENAIRES

- Civipol Conseil (France)
- DGSCGC (France)
- DCSD (France)

Depuis 2012, l'Union européenne soutient la réforme du secteur de la sécurité en Côte d'Ivoire. Dans ce cadre, le projet de modernisation et d'extension de la protection civile de Côte d'Ivoire (PC RCI) a apporté un appui à dix centres de secours d'urgence répartis sur l'ensemble du pays. L'objectif était de renforcer les capacités des pompiers civils, corps créé en 2014 pour étendre la protection des populations en dehors des grandes agglomérations.

Des formations pour chaque profil

En premier lieu, des formations ont été organisées pour renforcer les compétences techniques, théoriques et pratiques des sapeurs-pompiers. Appuyés par des experts français, les



Les pompiers ivoiriens ont été formés avec le soutien de Civipol Conseil, l'opérateur du ministère de l'Intérieur français.

formateurs ivoiriens ont dispensé des cours et des instructions pratiques sur les matériels incendie et les méthodes de sauvetage-excavation. Les stagiaires ont également été

sensibilisés aux risques chimiques, biologiques et électriques, ainsi qu'aux risques d'inondation et d'effondrement. Au total, mille neuf cents pompiers civils ont été formés et plus de 98 % d'entre eux ont obtenu une certification. En parallèle, des cursus spécialisés ont été organisés à destination des agents d'encadrement.

Des unités pleinement opérationnelles

Outre ces formations, les centres de secours d'urgence ont été dotés de moyens matériels supplémentaires. En complément des travaux de réhabilitation engagés par les conseils régionaux, des aires en dur ont été aménagées pour manœuvrer les véhicules. Des clôtures de sécurité et des stations de lavage ont également été installées. Chaque unité a reçu des équipements de secours et de lutte incendie : camions, citernes à eau, matériels de premier secours... Des moyens complétés par la fourniture de mobiliers nécessaires au bon fonctionnement des structures, notamment des bureaux, des magasins

pour les petits matériels et des équipements destinés aux dortoirs pour le personnel de garde.

Des interventions mieux coordonnées

Le projet s'est par ailleurs attaché à renforcer l'Office national de protection civile (ONPC) dans son rôle de commandement et de gestion des crises.

Une démarche qui s'est traduite, en décembre 2019, par la création du Centre opérationnel national d'incendie et de secours (CONIS). Rattachée à la direction nationale de la Protection civile, cette structure permet aujourd'hui de mieux faire face aux catastrophes de grande ampleur comme les feux de brousse ou les inondations. « Le CONIS est en contact permanent avec l'ensemble des centres de secours d'urgence du pays », précise Laurent Moustache, chargé de projets chez Expertise France. Il permet d'avoir un état des lieux précis des forces en présence. » Opérationnel en permanence, le CONIS est capable d'évaluer une situation et de mobiliser, dans des délais très courts, des moyens supplémentaires en provenance d'autres centres de secours d'urgence.

10
centres de secours

d'urgence appuyés
en Côte d'Ivoire
de 2016 à 2020

Bailleur
Union européenne
Année de démarrage
2016
Durée
38 mois
Budget
9,7 M€

Depuis Abidjan, le CONIS coordonne les interventions de l'ensemble des centres de secours d'urgence du pays.



Lutte incendie, sauvetage en excavation, maîtrise des risques chimiques et biologiques... Les formations organisées dans le cadre du projet PC RCI ont renforcé les compétences de mille neuf cents pompiers civils ivoiriens.



Les centres de secours d'urgence ont été inaugurés fin 2019 en présence du ministre ivoirien de la Sécurité et de la Protection civile et de l'ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire (ici à Bondoukou).

Des interventions sur l'ensemble du territoire

Centres de secours d'urgence bénéficiaires du PC RCI



Début 2020, le centre de secours d'urgence de Dimbokro ouvrait pour la première fois ses portes au public. L'occasion de présenter leurs matériels et l'étendue de leurs savoir-faire.



INTERVIEW

Améliorer l'hygiène hospitalière au Burkina Faso

PARTENAIRES

- OMS
- Geres
- CHU de Montpellier (France)
- CHU de Bordeaux (France)

Lancé à la suite de l'épidémie Ebola qui a touché l'Afrique de l'Ouest de 2013 à 2016, le projet Prévention du risque infectieux et sécurité en milieu de soins (PRISMS) a contribué à améliorer l'hygiène hospitalière dans vingt et un établissements de soins burkinabè. Après avoir accompagné la définition d'un cadre national unique pour l'hygiène hospitalière et la sécurité des soins, le projet s'est décliné à un niveau opérationnel avec des actions de formation et d'équipement des hôpitaux, par exemple en matière de gestion des déchets biomédicaux.

Comment les compétences des personnels soignants ont-elles été renforcées ?

A. T. Nous avons organisé des formations en présentiel sur des thématiques adaptées à la spécialité de chacun : hygiène des mains, stérilisation, déchets biomédicaux, chirurgie... Nous avons aussi organisé des stages courts dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) et mis en place des outils de sensibilisation : supports



Avec le docteur **Arouna Traoré**, coordinateur du bureau Santé d'Expertise France au Burkina Faso

Bailleurs
Union européenne,
État français

Année de démarrage
2017

Durée
34 mois

Budget
3,7 M€

Quelles mesures ont été prises pour la gestion des déchets biomédicaux ?

A. T. Nous avons essayé de proposer des solutions efficaces, mutualisées ou intégrées à des dispositifs existants. La gestion des déchets biomédicaux demandant à la fois de la formation et des équipements, nous avons agi



La sensibilisation à l'hygiène des mains est fondamentale pour prévenir le risque infectieux à l'hôpital.

audiovisuels, livret du stagiaire pour les nouveaux arrivants, journée de l'hygiène des mains...

Pour pérenniser ces acquis au-delà des personnes en poste, nous avons contribué à la formation d'un pool de quarante-cinq formateurs nationaux, avec la contribution de l'OMS, des CHU de Bordeaux et de Montpellier et du Groupe d'étude sur le risque d'exposition des soignants aux agents infectieux (Geres). Nous avons aussi accompagné la mise en place d'un diplôme universitaire sur l'hygiène hospitalière avec l'université Nazi Boni (UNB) de Bobo-Dioulasso.

sur ces deux volets. À Ouagadougou, nous avons choisi de développer une plateforme mutualisée d'incinération pour la ville et ses environs. Il s'agit d'une première dans la sous-région ouest-africaine ! En région, des incinérateurs ont également été livrés. Cela s'est doublé de formations sur la maintenance préventive et curative, de façon que ces structures soient pérennes.

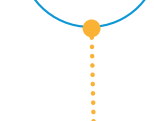
Quel bilan tirez-vous du projet ?

A. T. Nous avons cherché à donner les moyens aux autorités et aux structures de soins d'être autonomes sur la question de l'hygiène hospitalière. Grâce à PRISMS, les six CHU et les huit centres hospitaliers régionaux ont par exemple été formés à la fabrication de la solution hydroalcoolique, ce qui s'avère être une compétence très précieuse dans la lutte contre le Covid-19. PRISMS a permis de poser des bases qui ont vocation à être consolidées par le ministère de la Santé. Celui-ci est par exemple en train de mener un processus d'accréditation des structures de soins, sur la base du référentiel normatif que nous avons contribué à définir.

Trois volets d'action complémentaires

Composantes du projet PRISMS

Optimisation
du cadre normatif
et institutionnel



Renforcement
des capacités
des personnels

Fourniture
d'équipements et
d'infrastructures



Vietnam

Vers une administration plus digitale

Depuis mai 2019, Expertise France accompagne les autorités vietnamiennes dans leurs démarches de modernisation et de numérisation de l'administration – un enjeu essentiel pour ce pays dont la population a augmenté de 13 % depuis 2006. En décembre 2019, un portail national des services publics a notamment été mis en place pour faciliter les démarches des particuliers et des entreprises. La plateforme peut aujourd'hui accueillir 500 000 visites par jour. L'objectif est de porter cette capacité à 2 500 000 visites quotidiennes d'ici 2023.

Bailleur
AFD

Année de démarrage
2019

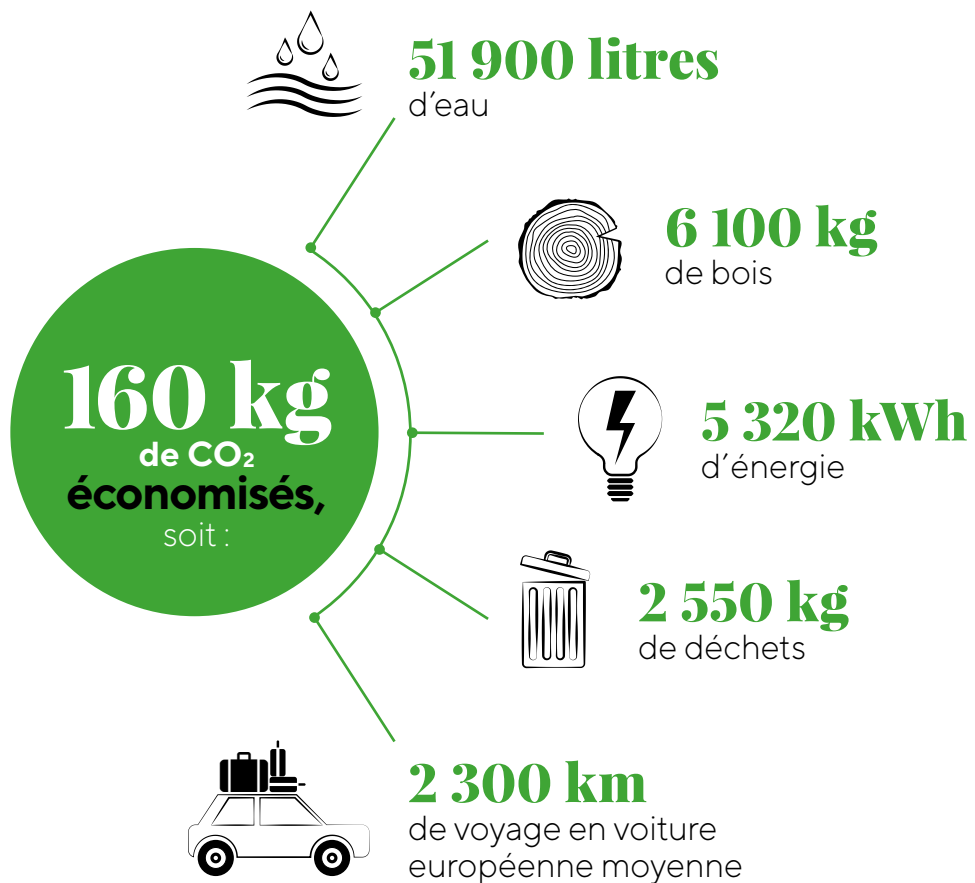
Durée
8 mois

Budget
389 956 €

Capitaliser sur l'expérience française

Mobilisés sur les questions opérationnelles liées à la mise en place du portail (choix des services, approche usager, cadre réglementaire) et sur certains aspects plus techniques comme l'architecture du site, les experts déployés par Expertise France ont pu s'appuyer sur l'expérience française, acquise avec service-public.fr et FranceConnect. « La construction du gouvernement numérique français s'est faite sur le long terme, souligne Hervé Le Bars, expert e-gouvernance pour Expertise France. Nous avons appris de notre expérience et c'est ce que nous souhaitons partager avec nos homologues vietnamiens. »

Ce Bilan & perspectives est imprimé sur du **papier recyclé certifié FSC**. Ce choix permet à Expertise France de réduire son impact environnemental.



Délivrée par le Forest Stewardship Council, la certification FSC vise à promouvoir à travers le monde une gestion responsable des forêts.

Les produits issus des forêts certifiées FSC sont contrôlés depuis leur origine, tout au long du processus de fabrication et jusqu'à leur distribution.



Index

Partenaires de mise en œuvre

- Afristat : *P. 39*
- ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (France) : *P. 31*
- AFD, Agence française de développement : *P. 7, 52*
- ANRS, Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virale (France) : *P. 47*
- ATCT, Agence tunisienne de coopération technique : *P. 12*
- AECID, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (Espagne) : *P. 52*
- AIFA, Agenzia Italiana del Farmaco (Italie) : *P. 30-31*
- ATIB, Assaray Trading and Investment Bank : *P. 56*
- AATF, Association des administrateurs territoriaux de France : *P. 6*
- APROPHISP, Association professionnelle des pharmaciens inspecteurs de santé publique : *P. 30-31*
- SACCO, ASST Fatebenefratelli Sacco - Regione Lombardia (Italie) : *P. 30-31*
- ASF Belgique, Avocats sans frontières Belgique : *P. 54-55*
- CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (France) : *P. 7*

- CHMP, Centre humanitaire des métiers de la pharmacie : *P. 30-31*
- CNPS, Centre national des ponts de secours (France) : *P. 26-27*
- CFI (France) : *P. 38, 54-55*
- CHU de Bordeaux (France) : *P. 62-63*
- CHU de Montpellier (France) : *P. 62-63*
- Civipol Conseil (France) : *P. 58-61*
- CFL, Comité des finances locales (France) : *P. 28*
- CILSS, Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel : *P. 53*
- CEPALC, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes : *P. 52*
- CEDEAO, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest : *P. 53*
- CIOPE, Conférence internationale des ordres des pharmaciens francophones : *P. 30-31*
- ICLEI, Conseil international pour les initiatives écologiques locales : *P. 50-51*
- Cour des comptes (France) : *P. 28*
- GLZ, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Allemagne) : *P. 42-43, 52*
- DCSD, direction de la Coopération de sécurité et de défense (France) : *P. 58-61*
- DGSCGC, direction générale de la Sécurité civile et de la Gestion des crises (France) : *P. 58-61*

- DGFiP, direction générale des Finances publiques (France) : *P. 16-17, 36-37*
- Fondation Chirac : *P. 30-31*
- FTD, Fondation Tunisie pour le développement : *P. 12*
- France Éducation international : *P. 24-25*
- FIHAPP, Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (Espagne) : *P. 40-41, 52*
- G5 Sahel : *P. 13*
- GYBN, Global Youth Biodiversity Network : *P. 50-51*
- Geres, Groupe d'étude sur le risque d'exposition des soignants : *P. 62-63*
- IMRAP, Institut malien de recherche-action pour la paix : *P. 23*
- Insee, Institut national de la statistique et des études économiques (France) : *P. 39*
- Instituto Camões (Portugal) : *P. 40-41*
- MEFR, ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance (France) : *P. 16*
- MEAE, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France) : *P. 17*
- MTE, ministère de la Transition écologique (France) : *P. 16*
- ONU Environnement : *P. 52*
- OMS, Organisation mondiale de la santé : *P. 62-63*

- IILA, Organizzazione Internazionale Italo-Latina Americana (Italie) : *P. 40-41*
- ReMeD, Réseau Médicament et Développement : *P. 30-31*
- Sidaction : *P. 47*
- Solthis, Solidarité thérapeutique et initiatives pour la santé : *P. 47*
- Université de Bordeaux (France) : *P. 45*

Bailleurs de fonds

- AFD, Agence française de développement : *P. 7, 28, 31, 38, 53, 63*
- CDCS, Centre de crise et de soutien, MEAE (France) : *P. 6, 27, 57*
- État français : *P. 56, 62-63*
- FFEM, Fonds français pour l'environnement mondial : *P. 31*
- Gouvernement allemand : *P. 7, 42-43*
- Gouvernement du Royaume-Uni : *P. 56*
- MEAE, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (France) : *P. 39, 44-45*
- Union européenne : *P. 7, 13, 15, 23, 24-25, 26-27, 28-29, 30, 31, 36-37, 40-41, 42-43, 46, 50-51, 52, 53, 54-55, 56, 57, 58-59, 62-63*
- Unitaid : *P. 7, 45, 47*

Directrice de publication : Anaïs Rieu

Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France) : Raphaëlle Sardier

Conception graphique, conseil éditorial et rédaction : ANIMAL & PENSANT

Remerciements aux équipes de la direction générale, de la direction des Opérations, de la direction des Fonctions transversales et du département de la Stratégie et des Partenariats d'Expertise France ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires pour leurs contributions.

Crédits iconographiques

Couverture : Aboubacar Sidibé, Expertise France, Mada Association, Julien Geay, A2N, Isabelle Cartoux, Alain Goulard, Expertise France, Expertise France

P. 1 : Isabelle Cartoux/Expertise France
P. 2 : MEAE
P. 3 : MEFR
P. 4 : Cecilia Nilsdotter
P. 5 : Pepper Only
P. 6 : Claudia Di Quinzio
P. 7 : Le Thi Thao Trang, P. Casier/CGIAR
P. 8 : Natalia Jidovanu
P. 9 : Expertise France
P. 10 : Zakaria Chaïbi

P. 12 : Modjo
P. 13 : Délégation de l'Union européenne au Burkina Faso
P. 15 : Expertise France
P. 16 : Alain Salesse/MEFR, Manuel Bouquet/Terra
P. 17 : DR
P. 18 : Vincent Macher
P. 20 : Cecilia Nilsdotter
P. 21 : Emmanuel Lafay
P. 22 : Julien Geay/Expertise France
P. 23 : IMRAP
P. 24-25 : Suzan Hamouda
P. 24 : DR
P. 25 : CRIMARIO/Expertise France
P. 26 : Expertise France
P. 27 : Jonathan Sarago/MEAE

P. 28 : Expertise France
P. 29 : EUROsocial+, Cecilia Nilsdotter
P. 30 : Expertise France
P. 31 : DR
P. 32 : DR
P. 36 : DR
P. 37 : Expertise France
P. 39 : USAID
P. 40 : Organismo de Investigación Judicial de Costa Rica
P. 42 : DR
P. 45 : Nichole Sobecki/VII
P. 46 : DR
P. 47 : Solthis
P. 48 : Cecilia Nilsdotter
P. 51 : Expertise France
P. 52 : Cecilia Nilsdotter

P. 54 : Camille Delbos/Expertise France
P. 57 : Sofia Nitti/Expertise France, Expertise France
P. 58 : DR
P. 60-61 : Projet PC-RCI/Expertise France
P. 62 : Expertise France, Julien Geay/Expertise France

Les cartes qui figurent dans ce rapport sont utilisées à titre d'illustration. Elles ne reflètent pas toujours la position officielle de la France et n'engagent pas la responsabilité d'Expertise France.



Imprimé en France par HandiPRINT sur du papier recyclé.
HandiPRINT est une entreprise adaptée créée en 2010. Sur 98 salariés, 88 sont en situation de handicap.

Partner with
France^{TM*}

*Avec la France



**EXPERTISE
FRANCE**

Contacts :

73, rue de Vaugirard
75006 Paris
01 70 82 70 82

accueil@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

